

finances **News** HEBDO

PREMIER HEBDOMADAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Directeur de la publication : Fatima Ouriaghli

Etat d'urgence sanitaire

Le Maroc avance masqué

P. 20



Coronavirus

Le spectre de la récession

- ◆ Le HCP prévoit une régression de la croissance de 1,8% au deuxième trimestre.
- ◆ Les échanges extérieurs dans le dur.
- ◆ Le Maroc tire 3 Mds de dollars sur la LPL.

P. 14/15

POINT BOURSE HEBDO

Evolution de l'indice Masi depuis mars 2019



Courant vendeur dominant

Découragé par un newsflow négatif qui s'intensifie, notamment sur le volet macroéconomique, les opérateurs à la Bourse de Casablanca n'ont eu d'autres choix que de battre en retraite et de limiter leurs initiatives à l'achat cette semaine.

P. 9

CRISE DU COVID-19

«La réponse du Maroc est impressionnante»

- ◆ Entretien avec Xavier Reille, directeur de la Société financière internationale (IFI).

P. 16





EDITORIAL

Par Fatima Ouriaghli
f.ouriaghli@financenews.press.ma

BAS LES MASQUES !

Le coronavirus ne tue pas seulement. Il révèle aussi d'autres facettes de nos Etats. En effet, les masques sont tombés quand s'est déclarée la «guerre des masques».

Les règles de bienséance internationales et les convenances ont volé en éclats. La diplomatie économique est piétinée. La notion de «pays ami et frère» est reléguée aux calendes grecques. Tout cela n'a pas sa place dans cette crise sanitaire qui, au demeurant, a montré le vrai visage des Etats. Des Etats «pirates», «braqueurs», «brigands», comme en témoignent les accusations qui se multiplient à l'international, sur fond de brouille diplomatique.

La France accuse les Etats-Unis d'avoir détourné sa cargaison de masques sur le tarmac d'un aéroport en Chine en triplant le prix d'achat. La Suède a accusé la France d'avoir saisi pas moins de 4 millions de masques qui lui étaient destinés. Les tensions diplomatiques extrêmes ont finalement ramené la France à la raison.

L'Allemagne, de son côté, accuse les Américains d'avoir intercepté leur commande de 200.000 masques à Bangkok, qualifiant cela d'«acte moderne de piraterie». «Même en temps de crise planétaire, les règles du Far-West ne devraient pas s'appliquer», s'offusque Berlin.

Deux enseignements principaux ressortent de tout cela. Le premier est que la Chine, d'où est venu le coronavirus, s'en met plein les poches en fourguant ses masques au monde entier et aux plus offrants. Très cocasse avec le

recul.

Le second est que l'égoïsme a pris le dessus sur les principes de solidarité qui doivent régir les relations internationales. Chacun prêche désormais pour sa paroisse.

Cela peut-il néanmoins se comprendre ? A certains égards, oui. Car tous ceux qui sont au pouvoir actuellement répondront de leurs actes une fois la pandémie passée. Ils seront jugés par rapport aux décisions prises pour gérer

La Chine, d'où est venu le coronavirus, s'en met plein les poches actuellement en fourguant ses masques au monde entier et aux plus offrants.

la crise sanitaire et économique, mais surtout par rapport à tout ce qu'ils ont fait pour protéger leurs populations. C'est de cela que se souviendront les citoyens.

Le choix est donc vite fait : mieux vaut se coltiner les critiques des autres et avoir la reconnaissance de ses citoyens que l'inverse.

Tout cela laissera cependant des séquelles : le monde ne sera plus pareil et les relations internationales seront forcément régies par d'autres dogmes. ♦

www.facebook.com/FNhebd

Actualité

- 4 Voyons voir : Le Coronavirus fait trembler la planète
- 6 Ça se passe au Maroc
- 7 Ça se passe en Afrique
- 8 Ça se passe en dans le monde

Bourse & Finances

- 9 Point Bourse Hebdo : Courant vendeur dominant
- 10 Coronavirus : Les conseils d'Upline pour investir en temps de crise
- 11 Bourse de Casablanca : Une saison de résultats déjà lointaine
- 12 Entretien avec Youssef Oubouali : «En période de crise, il n'y a pas de place pour l'orthodoxie financière»
- 13 Boursenews



Economie

- 14 HCP : Le coronavirus pèse lourd sur la croissance
- 15 Coronavirus : Le spectre de la récession plane sur le Maroc
- 16 Entretien avec Xavier Reille : «La réponse du Maroc est impressionnante»
- 17 L'après Covid-19 : Pourquoi la lutte contre l'informel est une priorité
- 18 Coronavirus : La technologie au cœur de la riposte
- 19 Ventes automobiles : Indicateur avancé de la crise économique
- 20 Lutte contre le coronavirus : Le Maroc fait le choix d'avancer masqué



L'univers des TPME

- 21 Porteurs de projet : StartUp Maroc adapte son accompagnement

Focus Agricole

- 22 Main-d'œuvre = Les contraintes du confinement

Société

- 23 Covid-19 : Mobilisation générale du monde associatif

Culture

- 25 Un Russe nommé Poutine : Le portrait d'un président
- 26 Musique : La playlist !

Développement durable

- 27 Power to X : Le projet de feuille de route prend forme
- 28 Capacités d'énergies installées : Les énergies renouvelables ont toujours la côte



REPORT DES ÉCHÉANCES DE CRÉDITS DE 4 MOIS

MARS-AVRIL-MAI-JUIN

DÉCALEZ

VOS

ÉCHÉANCES

SANS

VOUS

DÉPLACER

Pour soutenir ses clients impactés par le Covid-19, Bank Of Africa vous offre la possibilité de reporter de 4 mois les échéances de votre crédit immobilier ou de consommation.

- Si vous êtes un client bénéficiaire du fond Fogarim, ce report sera automatiquement effectué sans soumettre de demande.
- Si vous êtes affilié à la CNSS et en arrêt temporaire ou exerçant dans le secteur informel, vous pourrez déposer votre demande via :



- le formulaire électronique sur le site www.bmcebank.ma/fr/covid



- le Centre de Relation Clientèle au 080 100 8100



- votre agence Bank Of Africa

Dans le contexte actuel, nous vous recommandons de privilégier les canaux distants.



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



www.fnh.ma



Coronavirus

Quand l'Homme est redevenu animal

Par D. William

L'infiniment petit a triomphé de l'Homme. Cet Homme vaniteux, qui se croit omnipotent et invulnérable et qui défie constamment les lois de la nature, se rend subitement compte qu'il reste un élément insignifiant sur terre. Son intelligence, sa richesse, sa puissance militaire, ses avancées technologiques..., ridiculisées par le coronavirus, une petite saloperie «minuscule» et tout aussi dangereuse. Au point que l'Homme a déserté rues, bars, cafés, et même le travail pour se terrer chez lui. Pour se protéger d'un ennemi invisible. L'Homme a les chocottes. Il se cloître comme un animal en cage. Oui, les animaux ont pris leur

revanche. Pendant que l'Homme est réduit à une curiosité médicale, ce sont eux qui occupent les avenues désertes le soir. Ils se réapproprient une planète soudainement moins encombrée, moins polluée.

L'Homme est devenu le spectateur impuissant de cette crise sanitaire planétaire qui se joue devant lui. Il était pourtant, au tout début, l'acteur principal de ce scénario dont les premières lignes ont été écrites dans la ville de Wuhan, en Chine, quand les habitants de cette province ont décidé de fricoter avec le pangolin. Voilà ce qui arrive quand, dans un pays, «on mange tout ce qui a 4 pattes sauf les tables, tout ce qui vole sauf les avions, et tout ce qui nage sauf les

bateaux». La gourmandise a donc été à l'origine de ce désastre sanitaire mondial. De quoi sérieusement irriter les végétariens, végétaliens et autres végans. On en aurait évidemment ri si la situation n'était pas aussi grave !

L'Homme découvre parallèlement un vocable qui lui était peu com-

Pendant que l'Homme est réduit à une curiosité médicale, ce sont les animaux qui occupent les avenues désertes le soir.

...

mun et où, curieusement, la lettre «C» se met en orbite de façon cynique : coronavirus, covid-19, cas confirmés, contamination, crise (sanitaire et économique), confinement... et cimetière.

Cimetière : point final d'une tragédie qui aura changé le rapport de l'Homme à la mort, au fur et à mesure que se poursuit, dans pratiquement tous les pays du monde, le décompte quotidien macabre : 91 morts au Maroc, 17.127 en Italie, 14.555 en Espagne, 12.911 aux USA, 10.328 en France (au 8 avril mi-journée).

On se surprend, dès lors, à être involontairement impudents, car intérieurement «satisfaits» non pas qu'il n'y ait plus de morts, mais qu'il y en ait eu moins que la veille.

Et il y en a eu tellement, en même temps, que le monde en est réduit à les mettre dans des hangars aménagés, pour ensuite leur offrir des obsèques austères. Beaucoup ont ainsi regagné leur dernière demeure dans une quasi indifférence, sans pouvoir être accompagnés par tous leurs proches.

Voilà : c'est là où nous a conduit le coronavirus. En moins de 3 mois, il a réussi à banaliser la mort dans la conscience collective et à nous en familiariser. En moins de trois mois, il a rendu l'Homme asocial et primitif : il ne serre plus la main, ne fait plus la bise et regarde tout le monde d'un air suspect, voire craintif. Le coronavirus a pris tout ce qui nous différenciait des animaux. ♦

Offre spéciale d'abonnement à

48 Numéros (384 DH)
Finances News Hebdo+ 2 Numéros (80 DH)
Hors Série

AU PRIX de 380 DH

BULLETIN D'ABONNEMENT

Oui, je souhaite m'abonner à
cette offre spéciale pour 1 an

Mon abonnement comprend :

☐ 52 numéros Finances News hebdo & 2 numéros du série.

Voici mes coordonnées :

☐ M ☐ Mme ☐ Mlle

Nom/Prénom :

Adresse :

Ville : Code Postal :

Tél : Fax :

E-mail :

Mon règlement ci-joint par :

☐ Chèque bancaire ou virement bancaire à l'ordre de JMA Conseil :

Banque Populaire, Agence Abdelmoumen, Compte N° 21211 580

5678 0006-Casablanca - (Maroc)

Communiqué Post Assemblée Générale Mixte du 02 Avril 2020

Sous la Présidence de M. Lotfi SEKKAT, Président Directeur Général du Crédit Immobilier et Hôtelier, société anonyme au Capital Social de 2.832.473.500 Dirhams divisé en 28.324.735 actions d'une valeur nominale de 100 Dirhams chacune, l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire s'est réunie en présentiel et par des moyens de visioconférence, le **02 Avril 2020 à 15 heures**, au siège social sis à 187 avenue Hassan II.

Après avoir entendu le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les rapports des commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2019, l'Assemblée Générale a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice 2019, ainsi que l'ensemble des résolutions qui lui ont été soumises, telles qu'elles ont été publiées dans les journaux d'annonces légales :

- Le matin du lundi 24 février 2020 ;
- Finances News du vendredi 28 février 2020.

L'Assemblée Générale a décidé de fixer le montant des dividendes à servir au titre de l'exercice à :

- Un dividende de 14 dirhams par action

Le dividende sera mis en paiement à partir du 01 Juillet 2020, en numéraire.

Le résultat des votes de l'Assemblée Générale Mixte du Crédit Immobilier et Hôtelier se présente comme suit :

Résolutions	Objet	Nombre d'actions (d): Présents ou représentés (a)	% du capital (b)	Votes valablement exprimés (c)	Voix «Contre»		Abstentions	Voix «Pour»		Résultat de l'adoption de la résolution
					Nombre	%		Nombre	%	
1ère résolution	Ratification des modalités de la convocation	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
2ème résolution	Approbation des comptes sociaux	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
3ème résolution	Quitus aux commissaires aux comptes	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
4ème résolution	Affectation du résultat et fixation du dividende	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
5ème résolution	Jetons de présence	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
6ème résolution	Conventions réglementées	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
7ème résolution	Ratification de la nomination d'administrateurs	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
8ème résolution	Renouvellement de mandat d'administrateur	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
9ème résolution	Changement de représentant permanent	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
10ème résolution	Ratification de l'augmentation du capital	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
11ème résolution	Mise à jour des statuts	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
12ème résolution	Modification des articles des statuts	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé
13ème résolution	Pouvoirs en vue des formalités	20.899.536	73,79%	20.899.536	0	0	0	20.899.536	73,79%	Approuvé

Conformement aux dispositions de l'article 136 de la loi 17-95 tel que modifié et complété par la loi 78-12.

- (a) - Le nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés ;
 (b) - La proportion du capital représentée par ce vote ;
 (c) - Le nombre total des votes valablement exprimés : après exclusion des actionnaires ne devant pas prendre part au vote en vertu des dispositions de la loi 17-95 ;
 (d) - Une action correspond à une voix.

Le Maroc fait un tirage de 3 milliards de dollars sur la LPL



Le Maroc a procédé le 7 avril 2020 à un tirage sur la Ligne de précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 milliards de dollars, remboursable sur une période de 5 ans, avec une période de grâce de 3 ans, indique Bank Al-Maghrib.

La mobilisation de cette facilité intervient dans le cadre de l'accord au titre de la LPL conclu avec le FMI en 2012 et renouvelé pour la 3^{ème} fois en décembre 2018, pour une période de deux ans, avec l'intention de l'utiliser comme assurance contre les chocs extrêmes. C'est la toute première fois que le Royaume tire sur cette ligne de précaution.

La pandémie du Covid-19, d'une ampleur sans précédent, laisse présager une récession économique mondiale bien plus profonde que celle de 2009. L'économie nationale sera en conséquence impactée, notamment au niveau des secteurs et des activités orientés vers l'extérieur, à savoir les métiers mondiaux du Maroc, les recettes au titre des voyages, les transferts des Marocains résidant à l'étranger et les investissements directs étrangers. Dans un tel contexte, le tirage sur la LPL contribuera à atténuer l'impact de cette crise sur notre économie et à maintenir nos réserves de change à un niveau adéquat à même de consolider la confiance des investisseurs étrangers et de nos partenaires multilatéraux et bilatéraux dans notre économie, explique la Banque centrale.

Le tirage sur cette ligne de liquidité sera mis à la disposition de Bank Al-Maghrib et affecté essentiellement au financement de la balance des paiements et n'impactera pas la dette publique, ce qui constitue une première dans nos transactions financières avec le FMI. ■

Photo de la semaine



Port du masque : le Roi Mohammed VI donne l'exemple en recevant des membres du gouvernement.

Othman El Firdaouss fait son retour au gouvernement

Le Roi Mohammed VI a reçu mardi au Palais Royal de Casablanca, Saaid Amzazi et Othman El Firdaouss, en présence du Chef du gouvernement, Saad Eddine El Otmani.

Au cours de cette audience, et conformément aux dispositions de l'article 47 de la Constitution et sur proposition du Chef du gouvernement, le Roi a nommé Saaid Amzazi, ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, des fonctions de porte-parole du gouvernement.

Othman El Firdaouss fait son retour au gouvernement en tant que ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports. ■



Le déplaçonnement des emprunts extérieurs adopté en Commission

Le projet de décret-loi n° 2.20.320 relatif au dépassement du plafond des emprunts extérieurs a été adopté mardi en Commission des finances du développement économique à la Chambre des représentants. Ce projet vise à autoriser le gouvernement à dépasser le plafond des financements extérieurs fixé en vertu de l'article 43 de la Loi de Finances 70-19 pour l'année

budgétaire 2020. Ainsi, cette mesure vise à permettre au pays d'assurer ses besoins en devises notamment à travers le recours à l'emprunt sur le marché international, étant donné qu'un ensemble de secteurs dont le tourisme, les investissements directs étrangers, les secteurs exportateurs et les transferts des Marocains résidant à l'étranger ont été impactés. ■

Commerce extérieur

Dématérialisation des demandes de franchise douanière depuis le 8 avril

La procédure de gestion des Demandes de franchise douanière (DFD) est désormais dématérialisée via le Guichet unique national des procédures du commerce extérieur Portnet, annonce le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie verte et numérique.

Le nouveau circuit de traitement dématérialisé des DFD, mis en œuvre en étroite collaboration avec l'Administration des douanes et impôts indirects (ADII) et Portnet S.A, a pour objectif de contribuer à la réduction des délais et des coûts liés au traitement de cette formalité et à l'accélération des opérations d'enlève-



ment et de sortie des marchandises. A ce titre, les importateurs bénéficiant des quotas-parts dans le cadre des contingents tarifaires ou désirant bénéficier des franchises douanières au titre des accords préférentiels concernés par cette procédure sont invités, à compter du 8 avril 2020, à souscrire les DFD via la plateforme

Portnet en joignant les copies scannées des factures proforma y afférentes.

Les DFD déjà délivrées avant la date d'entrée en vigueur de cette procédure dématérialisée demeurent valables jusqu'à expiration de leur validité, précise la tutelle. ■

**LE PAIEMENT SANS CONTACT
UN GESTE BARRIÈRE**

LAVEZ-VOUS
FRÉQUEMMENT LES
MAINS

RESPECTEZ
UNE DISTANCE D'AU
MOINS UN MÈTRE

NE TOUCHEZ PAS
VOS YEUX,
NEZ & BOUCHE

PORTEZ UN MASQUE
SI VOUS ÊTES
MALADE

LE PAIEMENT PLUS SIMPLEMENT



La BM accorde 13 millions d'euros à la Tunisie pour faire face au coronavirus



La Banque mondiale (BM) a décidé d'accorder une enveloppe de 13 millions d'euros à la Tunisie pour faire face au nouveau coronavirus.

Cité par les médias tunisiens, le Représentant résident de la Banque mondiale en Tunisie, Tony Verheijen, a exprimé la prédisposition de la BM à accorder des aides financières à la Tunisie afin de minimiser l'impact de la pandémie du coronavirus sur les secteurs agricole et sanitaire, à travers la restructuration de certains projets agricoles.

Il a ajouté, lors d'une récente entrevue avec le ministre tunisien de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources hydrauliques, Oussema Kheriji, que l'enveloppe qui sera accordée au ministère de la Santé, lui permettra l'acquisition de traitements et d'équipements médicaux afin de lutter contre ce virus.

De son côté, le ministre de l'Agriculture a salué la contribution de la Banque mondiale aux efforts nationaux de lutte contre le coronavirus, appelant à la nécessité d'accélérer l'application des mesures prises. ■



Ghana : 100 millions de dollars de la BM pour lutter contre le Covid-19

La Banque mondiale vient d'approuver un financement de 100 millions de dollars pour aider le Ghana à lutter contre la pandémie de Coronavirus. Ce financement sera mis à la disposition du gouvernement ghanéen à titre d'appui à court, moyen et long terme, pour aider le pays à fournir des systèmes d'intervention améliorés pour lutter contre Covid-19, rapporte la presse locale.

Ainsi, la Banque mondiale soutiendra le gouvernement du Ghana pour aider à prévenir, détecter et répondre à la pandémie de Covid-19 à travers le Ghana Emergency Preparedness and Response Project (EPRP), qui contribue à renforcer les laboratoires nationaux du Ghana. Ce financement a également pour objectif d'améliorer les systèmes de réponse en fournissant un soutien social et financier et des services de santé gratuits aux patients et aux familles atteints du Covid-19 qui sont isolés ou mis en quarantaine. ■



Propos racistes «L'Afrique ne sera jamais un terrain d'essai pour aucun vaccin», s'insurge l'OMS



Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a réagi vivement lundi aux «propos racistes» de chercheurs français ayant récemment évoqué des tests médicaux d'un vaccin potentiel contre le Covid-19 en Afrique, dénonçant «l'héritage d'une mentalité coloniale».

«Ce genre de propos racistes ne font rien avancer. Ils vont contre l'esprit de solidarité. L'Afrique ne peut pas et ne sera un terrain d'essai pour aucun vaccin», a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, au cours d'une conférence de presse virtuelle depuis Genève. «L'héritage de la mentalité coloniale doit prendre fin», a-t-il ajouté.

Les propos tenus sur une chaîne française par un chercheur de l'Inserm et un chef de service de l'hôpital Cochin à Paris qui s'interrogeaient sur l'opportunité de tester un vaccin en Afrique dans le cadre du coronavirus avait suscité une vague d'indignations dans le monde. ■



La BAD finalise la cotation de son obligation sociale «Combattre le Covid-19»



L'emprunt obligataire social «Combattre le Covid-19», le plus gros emprunt social jamais placé sur les marchés de capitaux, a été mis en cotation à la Bourse de Londres vendredi 3 avril 2020, et il est maintenant disponible à travers son marché des obligations durables. Cette cotation marque d'une pierre blanche le lancement du premier emprunt obligataire de la Banque africaine de développement (BAD) à la Bourse de Londres. L'opération qui a été sursouscrite, a suscité un vif intérêt à l'enregistrement avec un carnet d'ordres totalisant 4,6 milliards de dollars, ce qui a rendu possible la levée de 3 milliards de dollars. Ce montant exceptionnel servira à atténuer l'impact du Covid-19 sur les activités économiques et les moyens de subsistance en Afrique.

L'emprunt obligataire dont l'échéance est de trois ans, a recueilli l'intérêt de la part des Banques centrales et des institutions officielles, des trésoriers des institutions bancaires et des gestionnaires d'actifs. ■



Coronavirus : L'Afrique du Sud envisage de demander un prêt de 1 milliard de dollars



L'Afrique du Sud envisage de demander un crédit de l'ordre d'un milliard de dollars de la nouvelle Banque de développement (NDB) du groupe du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) pour financer la lutte contre la pandémie du Coronavirus.

Selon la Trésorerie sud-africaine, le pays, frappé par une grave crise économique, envisage également de recourir aux facilités accordées par les institutions multilatérales, notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

L'Afrique du Sud où les infections au Coronavirus ont atteint 1.655 cas, a vu sa note souveraine dégradée à deux reprises dernièrement par les agences de notation Moody's et Fitch Ratings.

«Nous recherchons activement des prêts à coût réduit dans le monde entier», a déclaré le Directeur général du Trésor, Dondo Mogajane, ajoutant que la banque du BRICS a assuré l'Afrique du Sud de la disponibilité d'un financement d'un milliard de dollars. ■

La France connaîtrait sa plus forte récession depuis 1945



La France devrait enregistrer en 2020 sa pire année de récession économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus, a prévenu le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire.

«Le chiffre de croissance le plus mauvais qui ait été fait par la France depuis 1945, c'est en 2009 après la grande crise financière de 2008: -2,2%. Nous serons vraisemblablement très au-delà des -2,2%» cette année, a affirmé le ministre lors d'une audition par la commission des Affaires économiques du Sénat. Le ministre avait souligné récemment que la récession induite par la crise due au nouveau coronavirus serait «beaucoup plus» profonde que -1 %, prévu dans le budget rectifié adopté mi-mars par le parlement.

Pour sa part, l'Institut national de la statistique

(INSEE) a estimé que la perte de PIB serait de 6 points sur un an si le confinement devait durer deux mois. ■

Le Japon lance un plan de soutien de 915 milliards d'euros



Le Premier ministre Shinzo Abe a annoncé un plan de soutien massif d'environ 108.000 milliards de yens (915 milliards d'euros) pour combattre les effets du coronavirus sur la troisième puissance économique du monde.

Dans le cadre de ce plan, plus de 6.000 milliards de yens seront versés aux ménages et aux entreprises et l'Etat dépensera en outre 26.000 milliards pour leur permettre notamment de reporter les paiements de taxes.

Selon un document préparatoire consulté par Reuters avant l'annonce de ce plan, le gouvernement japonais considère cette pandémie comme la plus grande crise à laquelle l'économie mondiale est confrontée depuis la Seconde guerre mondiale. ■

Covid-19 : Accusé de «laxisme», le gouvernement britannique tente de se rattraper

Critiqué pour avoir tardé à imposer un confinement strict à la population au moment où plusieurs pays européens l'ont décrété afin de limiter la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, le Royaume-Uni tente de se rattraper en durcissant davantage les mesures de prévention.

Après avoir fermé écoles, lycées et universités, imposé le travail à domicile, ordonné la fermeture des cafés, restaurants et tous les espaces de divertissement, tout en interdisant les déplacements «non essentiels» sauf pour faire des courses, des exercices physiques ou à des fins médicales, le gouvernement menace à nouveau de durcir les mesures de confinement, si celles-ci ne sont pas respectées par les habitants.

Le ministre de la Santé, Matt Hancock, qui vient lui-même de guérir du nouveau coronavirus après sa mise en quarantaine, a exhorté une nouvelle fois les Britanniques qui peinent à résister à la tentation de sortir de chez eux quand il fait beau «à se conformer aux règles», se disant «offusqué» qu'une «petite minorité» ne respecte toujours pas les règles de distanciation sociale.



«Restez chez vous, ceci n'est pas une demande ! C'est un ordre !», a martelé le ministre de la Santé lors d'un briefing du gouvernement sur la pandémie, notant que «prendre un bain de soleil est contraire aux règles». ■

L'économie allemande devrait chuter de près de 10% au T2

L'économie allemande devrait enregistrer une baisse spectaculaire estimée à 9,8% lors du deuxième trimestre de cette année à cause des conséquences de la pandémie de coronavirus, selon les prévisions des principaux instituts économiques. Les instituts DIW, Ifo, IfW, IWH et RWI tablent sur une récession de 4,2% de l'économie locale sur l'ensemble de l'année, soit un peu moins que les projections du gouvernement, avant de renouer avec la croissance en 2021 avec une progression de 5,8%.

Selon les experts de ces instituts, la contraction au deuxième trimestre, sur un an, serait la pire connue depuis le premier recensement des données de croissance trimestrielles en 1970.

Dans le même sens, le Comité des économistes conseillant le gouvernement allemand prévoient également un recul du PIB compris entre 2,8% et 5,4% en 2020 en fonction de la durée des mesures restrictives mises en place pour ralentir la propagation de la pandémie. ■



Pour DSK, le FMI doit utiliser ses droits de tirage spéciaux



Il est indispensable que le FMI utilise ses droits de tirage spéciaux (DTS), sorte de monnaie créée par le Fonds pour soutenir des États, afin d'atténuer les effets de la crise du Covid-19, estime son ancien secrétaire général Dominique Strauss-Khan (DSK).

«Allègement des dettes des pays à bas revenus et émission massive de DTS sont aujourd'hui un passage obligé pour contribuer à éviter une catastrophe économique», estime DSK.

Affirmant qu'on «assiste à un coma organisé et à un délitement subi, mais sans doute durable, des chaînes d'approvisionnement» provoquées par l'épidémie et les mesures de confinement, il souligne que l'action des grandes Banques centrales (en plus de celle des gouvernements) pour éviter un effacement de la demande «n'atteindra que par ricochet les économies émergentes» pour lesquelles il est particulièrement inquiet. ■

Point Bourse Hebdo

Courant vendeur dominant

- ◆ Les premiers signaux de détérioration macroéconomique pèsent sur le marché.
- ◆ L'engagement des opérateurs est encore resté faible cette semaine.

Par Y. Seddik

Découragé par un newsflow négatif qui s'intensifie, notamment sur le volet macroéconomique, les opérateurs à la Bourse de Casablanca n'ont eu d'autres choix que de battre en retraite et de limiter leurs initiatives à l'achat cette semaine.

Ainsi, le marché actions s'approche de nouveau de ses plus bas annuels après le récent rebond écourté par manque de volumes.

Les investisseurs ont opté cette semaine pour de nouveaux dégagements, alors que les récents indicateurs préliminaires (ventes automobiles, discours du ministre des Finances, ralentissement de la croissance au T1 et régression attendue au T2) confirment le début du ralentissement de l'activité économique du pays, ravivant ainsi l'aversion pour les actifs risqués.

Ce faisant, tous les secteurs de la cote

évoluent dans le rouge : l'hôtellerie en tête avec une baisse de 47% sur l'année, suivie par l'immobilier (-45%), l'équipement industriel (-42%), et le secteur des mines qui lâche 38% en ytd.

À côté, si les observateurs sont unanimes à dire que la crise est inévitable, il s'agit maintenant d'en mesurer l'ampleur. Un exercice pour le moins délicat qui ne fait que peser sur la psychologie du marché. Les partenaires internationaux du Maroc anticipent une récession et un important déficit budgétaire qui risquent à moyen terme d'orienter les flux vers les taux longs.

Le bilan de la semaine s'est pour sa part caractérisé par un niveau d'engagement encore très faible. Seuls 532,6 MDH ont changé de mains alors que le Masi a baissé de 3,70%.

Marché des taux : Le trésor dans une situation confortable

La direction du Trésor garde la main sur

Evolution de l'indice Masi depuis mars 2019



Source : DirectFX

le marché des taux. Les investisseurs qui s'attendent à une hausse des rendements du fait des projections du déficit public devront encore patienter.

En effet, le trésor est dans une situation confortable, ce qui lui permet d'injecter de la liquidité dans le circuit monétaire en multipliant les placements à blanc ou avec prise de pension et en proposant même aux investisseurs de racheter la dette publique.

D'ailleurs, les interventions à blanc et avec prise de pension se sont élevées à plus de 25 Mds de dirhams cette

semaine.

Eléments graphiques

Le portait graphique dressé lors du dernier Point Bourse Hebdo (www.fnh.ma) est inchangé : Les indicateurs techniques sont toujours dans une configuration de rebond à court terme alors qu'à moyen et long terme, la tendance baissière est confortablement installée.

Le support important le plus proche se situe à 8.800 points.

Le niveau de résistance à travailler est à 10.350 points. ◆

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
**VOS PLACEMENTS GRANDISSENT
DE JOUR EN JOUR**

BMCI MONÉTAIRE PLUS

OPCVM monétaire assurant à court terme,
liquidité quotidienne et sécurité
A BNP PARIBAS INVESTMENT PARTNER



BMCI ASSET MANAGEMENT
GROUPE BNP PARIBAS



La banque d'un monde qui change

Coronavirus

Les conseils d'Upline pour investir en temps de crise

- ◆ Les analystes se prêtent à l'exercice difficile de mesure d'impacts sur la Bourse et les indicateurs macroéconomiques du Royaume.
- ◆ Ils conseillent aux investisseurs d'adopter plus que jamais une optique long terme basée sur une projection post-crise.

Par A. Hlimi

La place de Casablanca a fini, à son tour, par être impactée par le vent de panique provoqué par la propagation du Coronavirus au niveau mondial, le MASI ayant dégringolé de -21,46% en YTD au 2 avril. L'indice boursier a même touché un plus bas depuis le mois d'octobre 2015 à 8.987,89 pts. «Une situation liée au retrait des investisseurs étrangers, qui ont opté pour la liquidation de leurs positions dans les marchés émergents et frontaliers pour compenser au minimum les pertes réalisées dans les marchés développés. De surcroît, un mouvement de vente ayant été constaté chez certains investisseurs institutionnels et chez les particuliers», explique la filiale spécialisée du Groupe BCP.

Mouvement ponctuel

Pour les analystes, il s'agit d'un mouvement à «caractère ponctuel». «L'essentiel du repli au niveau du MASI ayant déjà été consommé, à notre sens, étant donné la position dominante des investisseurs institutionnels locaux dans la structure globale. Représentant près de 85% du volume global sur le marché central, ces investisseurs adoptent une stratégie Buy & Hold, ce qui garantit une relative stabilité du marché».

«Nous pouvons espérer également que les mesures de relance budgétaire annoncées et les actions d'accompagnement qui seront adoptées par les autorités seront de nature à atténuer l'impact de cette pan-



Les analystes conseillent aux investisseurs d'adopter plus que jamais une optique long terme.

démie sur la cote casablancaise. D'autant plus que les fondamentaux de l'économie marocaine demeurent solides, avec un niveau d'endettement du Trésor ne dépassant pas les 65%».

Quelles actions acheter ?

«Pour notre part, poursuit la

société de bourse, nous pensons que la meilleure approche serait de ne pas céder à la panique et opter pour une restructuration des portefeuilles. Il s'agit essentiellement d'une réallocation vers des secteurs peu risqués et modérément risqués, comme l'industrie pharmaceutique, l'électricité, l'agroalimentaire, la

grande distribution, les banques et les télécoms».

Dans cette même lignée, les analystes conseillent aux investisseurs d'adopter plus que jamais une optique long terme, basée sur une projection post-crise. «L'idée étant de profiter des niveaux de valorisation actuels pour bénéficier du

potentiel de reprise post-crise. Sur ce volet, nous privilégions le PER ou le P/B comme mesure de l'attractivité d'un titre plutôt que le Dividend Yield. En effet, le contexte actuel pourrait pousser les entreprises à revenir sur leur décision de distribution afin de faire face à des pressions sur la liquidité».

Impacts sur la psychologie de marché

«Au-delà des impacts économiques, cette crise sanitaire de grande envergure devrait à terme engendrer des changements conséquents, autant sur la psychologie des marchés que sur les habitudes de consommation des ménages», prévoit la recherche d'Upline. Une crise qui devrait, selon les analystes, remettre en cause le modèle économique actuel basé, en grande partie, sur la consommation des ménages. «Nous nous attendons donc dans les années à venir à une refonte du modèle de croissance économique du Maroc, avec une moindre contribution de la consommation, une baisse des importations et un regain de l'investissement dans le tissu productif, en R&D et dans les services sociaux (Education, Santé, etc.)».

Secteurs & Macro: Des impacts forts sont attendus

Selon les analystes, les principaux secteurs d'activité économique qui devraient être impactés directement par la Covid-19 sont ceux liés essentiellement au tourisme & restauration et au secteur du transport. Les activités touristiques pourraient subir une perte comprise entre 30% et 40% des touristes sur l'année 2020. En termes chiffrés, cela se traduirait par une contraction se situant entre 23 MMDH et 31 MMDH des

recettes touristiques.

Les activités financières seraient également touchées, avec un ralentissement du rythme d'évolution des crédits bancaires et des revenus (effet report des échéances de crédit).

Néanmoins, la baisse sensible de la facture énergétique devrait permettre un allègement des coûts de production pour les entreprises marocaines.

S'agissant des principaux équilibres macroéconomiques, le déficit budgétaire devrait s'accroître pour s'établir autour de 4,5% du PIB en 2020. «L'annonce par les autorités publiques d'une enveloppe budgétaire de 10 MMDH, consacrée à la gestion de la crise, devrait être partiellement compensée par un prélèvement dans le budget d'investissement», lit-on dans la note. Cette projection inclut aussi l'impact négatif de la pandémie sur les recettes fiscales de l'Etat.

S'agissant de la balance courante, son déficit est attendu en légère stabilisation autour de -4,5% du PIB. Le repli ponctuel des exportations, notamment vers la zone Euro du fait des dysfonctionnements observés dans les chaînes d'approvisionnement, devrait être contrebalancé par une sensible baisse de la facture énergétique.

Celle-ci profiterait à la fois d'un effet prix et volume. La consommation d'énergies fossiles devrait connaître une baisse substantielle pendant la durée de confinement.

«Cela dit, malgré les effets négatifs attendus, il n'en demeure pas moins que l'économie marocaine continue de bénéficier d'une diversification importante de ses activités. Ce qui devrait lui permettre de juguler les effets négatifs de cette crise sanitaire mondiale. Ceci sans oublier l'effort d'accompagnement étatique, conforté par des fondamentaux économiques sains et solides. Des fondamentaux qui permettent au Maroc de disposer d'une ligne de précaution & de liquidité (LPL) du FMI d'un montant de 3 MM USD, mobilisable à tout moment», conclut Upline (voir p.6). ♦

Bourse de Casablanca

Une saison de résultats déjà lointaine

- ◆ 2020 sera en totale rupture avec les réalisations des sociétés cotées en 2019.
- ◆ Les enseignements d'une saison de résultats déjà caduque.

Par A. H.

Maigre moisson pour les actionnaires des entreprises cotées. Ils devront se partager 17,2 Mds de dirhams de dividendes au titre de 2019, soit le montant le plus faible depuis 4 ans.

Ce montant est en baisse de 11% par rapport à 2018, selon les calculs de BMCE Capital Research (BKR) dans une note sur les résultats des entreprises. Il faut dire que beaucoup d'émetteurs ont préféré ne pas distribuer de dividendes ou ont reporté cette décision. «13 sociétés ont choisi de ne pas distribuer de dividendes tandis que 6 entreprises ont reporté la décision de distribution à une date ultérieure, et ce en l'absence de visibilité sur les éventuels impacts de la pandémie du Covid-19», précise BKR. De plus, BKR signale que «16 sociétés n'ont pas encore communiqué sur la distribution de dividendes».

Le montant des dividendes annoncés fixe le rendement du marché actions à 3,1% contre 3,8% en 2018, selon le bureau de Recherche.

Une capacité bénéficiaire en légère hausse

Les analystes qualifient les réalisations commerciales de 2019 de «plutôt satisfaisantes». En effet, les revenus globaux du marché enregistrent une amélioration de 2,5% à 240,6 Mds

de dirhams.

Sachant que Centrale Danone, Ennakl, Timar et Aluminium du Maroc n'ont pas encore publié leurs résultats au moment où nous mettons sous presse.

Pour sa part, la capacité bénéficiaire de la cote casablancaise (hors 6 valeurs qui n'ont pas publié à date de RNPG) se replie de 11% à 24,8 Mds de dirhams. Les 6 émetteurs qui n'ont pas communiqué leur RNPG sont Addoha, RDS, Ciments du Maroc, Jet Contractors, M2M et Snep.

Retraité de la provision de Maroc Telecom, le RNPG global des sociétés cotées ressort en amélioration de 0,8% à 28,1 Mds de dirhams, selon les calculs de BKR.

«S'agissant des 6 valeurs n'ayant pas communiqué leur RNPG, soit 4,9% de la capitalisation boursière, le résultat net consolidé de ces sociétés ressort en quasi-stagnation de 0,6% à 2 Mds de dirhams».

Signalons que sur les 60 sociétés

ayant communiqué leur RNPG au titre de l'exercice 2019, 38 d'entre elles (soit 58% de la capitalisation boursière) affichent une croissance bénéficiaire de près de 10%, 4 entreprises (5,1% de la capitalisation boursière) constatent

un RNPG en quasi-stagnation par rapport à 2018 et 18 sociétés, soit 30,5% de la capitalisation boursière, enregistrent une capacité bénéficiaire en baisse globale de 51,6% d'une année à l'autre (-16,1% hors provision de IAM). ♦



EN BREF

Une émission obligataire de 600 MDH pour label'Vie

Les actionnaires de Label'Vie devront statuer lors d'une Assemblée générale le 5 mai sur une nouvelle émission obligataire, de 600 MDH, cette fois-ci sous forme de placement privé.

Le groupe est très actif sur le marché de la dette puisqu'il avait bouclé récemment, en novembre 2019, un précédent emprunt sur le marché financier, de 750 MDH. Cet emprunt souscrit 7,4 fois a permis au groupe de reprofiler sa dette et mieux gérer sa trésorerie. ♦





«En période de crise, il n'y a pas de place pour l'orthodoxie financière»

- ◆ Plus la reprise tardera, et plus l'impact de la crise sera difficile à surmonter.
- ◆ TVA, IR, IS, droits d'enregistrement : les principaux impôts et taxes vont perdre sensiblement de leur potentiel de rentabilité.

Propos recueillis par C. Jaidani

Finances News Hebdo : Nous sommes face à une crise sanitaire qui engendre une crise économique sans précédent. Comment, selon vous, le gouvernement peut-il remédier à cette situation sachant que les finances publiques sont mises à rude épreuve actuellement ?

Youssef Oubouali : Partout dans le monde, la crise sanitaire engendrée par le Covid-19 devrait avoir des conséquences graves sur les économies, y compris chez les Etats les plus puissants.

Si la crise financière de 2009 a mis un certain temps avant que son effet se manifeste sur l'économie, le choc de la crise actuelle est brutal, et rares sont les pays qui peuvent l'amortir sans dégâts importants.

L'Etat est appelé, plus que jamais, à injecter des ressources en masse pour venir en aide aux personnes et aux secteurs impactés.

Pour préserver l'emploi, il est essentiel de soutenir les entreprises afin de maintenir la machine économique en marche.

F.N.H. : Toutes ces dispositions ont besoin de ressources. Pensez-vous que les dotations du Fonds Covid-19 sont suffisantes pour faire face à tous les besoins ?

T. O. : La création du Fonds Covid-19 est une initiative louable. Elle a montré sa pertinence en faisant appel à la générosité des Marocains, chacun selon ses capacités, pour participer à cet élan de solidarité nationale.

Toutefois, il faut préciser que ce fonds a été créé pour faire face à des besoins urgents, qui seront limités dans le temps, c'est-à-dire la durée du confinement, soit quelques semaines, voire un ou deux mois.

Il faut penser à l'après-Covid-19, car les effets collatéraux ne vont pas tarder à s'imposer. Il est donc essentiel de lancer des mesures de grande ampleur pour que la relance soit au rendez-vous le plus tôt possible. Plus la reprise tardera et plus l'impact de la crise sera difficile à surmonter.

La dépense publique est un outil important pour faire redémarrer la machine et dans de bonnes conditions.

Il ne faut pas oublier que la crise s'est déclenchée à un moment crucial de l'année, soit à quelques jours des

déclarations fiscales et du règlement d'une partie de l'impôt.

Les mois de mars et d'avril sont connus pour être les plus dynamiques de l'année, l'activité est en vitesse de croisière surtout avant d'entamer le Ramadan et par la suite les vacances estivales. Après l'exercice fiscal, les entreprises commencent à lancer leur programme d'investissement ou de développement de leur exploitation.

F.N.H. : Les recettes fiscales seront donc fortement impactées ?

T. O. : Les principaux impôts seront nettement en deçà de leur potentiel de rentabilité. La perte d'emploi devrait avoir un effet notoire sur les recettes de l'IR.

La CNSS annonce pas moins de 810.000 salariés en arrêt de travail, soit 31% des personnes immatriculées. Le nombre d'entreprises en arrêt d'activité se chiffre à 134.000, ce qui représente 62% des sociétés affiliées à la CNSS, dont la plupart sont en situation vulnérable. Cette situation devrait avoir un effet sur les recettes de l'IS.

Quant à la TVA, le confinement a réduit sensiblement la consommation de produits, qui sont dans la majorité des cas concentrés actuellement au niveau alimentaires.

Pour les autres impôts, la situation n'est pas meilleure. Le secteur de l'immobilier, par exemple, devrait être frappé de plein fouet par la crise, avec effet immédiat sur les recettes de la taxe sur les profits immobiliers (TPI) sans compter les droits d'enregistrement, de timbre et ceux de la conservation foncière, de gros contributeurs pour les recettes publiques.

Pour leur part, les droits de douane seront secoués par les restrictions imposées sur les importations pour préserver les avoirs en devises.



La LF 2020 telle qu'elle a été conçue, ne peut faire face aux déséquilibres budgétaires provoqués par la crise.

F.N.H. : Le gouvernement a pris une série de mesures d'austérité. A votre avis, ne serait-il pas mieux d'opter pour une Loi de Finances rectificative ?

T. O. : Face à la crise du Covid-19, plusieurs pays, notamment européens, ont adopté des Lois de Finances rectificatives pour réorienter les dépenses budgétaires vers les secteurs prioritaires notamment la santé et la sécurité sociale.

Au Maroc, les mêmes contraintes se présentent, la LF 2020 telle qu'elle a été conçue, ne peut faire face aux déséquilibres budgétaires provoqués par la crise.

La croissance sera révisée à la baisse, le HCP estime qu'elle ne dépassera pas 0,8% et le Centre marocain de conjoncture (CMC) a confirmé ce trend baissier. Le déficit budgétaire et l'inflation devraient s'envoler.

Pour ne pas perdre de temps et être plus efficace, l'Exécutif a opté pour un décret-loi, qui lui permet de suspendre les engagements de dépenses et de dépasser les plafonds de l'endettement extérieur prévu dans la LF 2020.

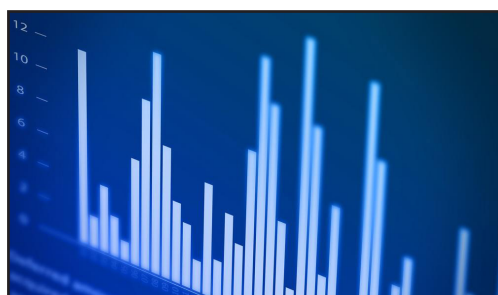
En période de crise, il n'y a pas de place pour l'orthodoxie financière à laquelle le Maroc s'attache scrupuleusement. Le principal objectif à court terme est de sortir l'économie nationale de la salle de réanimation le plus vite possible. ◆



Abonnez-vous gratuitement à la newsletter Boursenews pour ne rien rater de l'actualité économique.

Boursenews
Info Finance Trading

L'Etat profite de l'abondance des liquidités pour racheter ses propres dettes



Pour la deuxième semaine consécutive, le trésor n'a pas émis de nouvelles dettes sur le marché intérieur. Il profite même de l'abondance de liquidités pour racheter ses propres bons du Trésor.

En effet, dans le cadre des opérations de gestion active de la dette intérieure, la Direction du trésor et des finances extérieures a procédé aujourd'hui à une opération de rachat de Bons du trésor pour un montant de 1 milliard de dirhams. Il s'agit de bons à 52 semaines et 2 ans.

L'Etat s'est permis de ne pas faire appel au marché de la dette pendant deux semaines. Qualifiée d'inédite par les professionnels de l'épargne, cette situation est paradoxale dans le contexte de crise sanitaire que nous traversons. Mais elle semble ponctuelle. Elle s'explique par des rentrées d'IS meilleures que prévu dans les circonstances actuelles et par le fonds spécial contre la pandémie qui compte plus de 30 Mds de dirhams.

Le trésor se permet même de multiplier les placements sur le marché monétaire pour optimiser ses ressources. ♦

Coronavirus : Ces banques qui versent des primes pour encourager le réseau

Face à la multiplication des congés et le mécontentement du personnel, certaines banques ont pris la décision d'offrir des primes à leurs salariés du réseau. Une décision loin d'être généralisée pour le moment.

Les agences bancaires sont considérées comme «*nécessaires au quotidien des citoyens*» et font donc partie de ces établissements qui ne peuvent pas fermer durant l'état d'urgence sanitaire. Et bien que la totalité des banques du Maroc ait pris des mesures pour limiter le risque de contamination parmi leurs employés et leurs clients, il a été remarqué une montée des craintes auprès du personnel, mesurée par la multiplication des congés dans le réseau depuis le début de la crise sanitaire.

Au front

Alors que leurs collègues dans les filiales spécialisées et dans les sièges sociaux sont pour beaucoup en télétravail, les salariés des agences sont eux en contact quotidien avec les clients, avec le risque de contamination. Les banques ont pourtant mis en place une série de mesures pour les protéger : réduction des horaires de travail, limitation du nombre de clients à l'intérieur des agences, désinfection au moins quotidienne des locaux... Certains centres d'affaires ont même adopté le travail à mi-temps. Mais cela n'a semble-t-il pas réduit la frustration de ces collaborateurs tenus d'accompagner les mesures prises par le GPBM, concernant notamment la suspension temporaire des échéances de crédit et toute la paperasse qui l'accompagne. Les banques sont sollicitées quotidiennement pour aider les bénéficiaires et doivent impérativement rester opérationnelles pendant cette période délicate.

Jusqu'à 3.000 DH de prime

Pour encourager leurs troupes, certaines banques ont décidé de casser leurs tirelires. Selon notre sondage non exhaustif, au moins 3 banques ont sauté le pas. Elles offrent à leurs salariés des primes exceptionnelles allant de 1.000 à 3.000 DH. En France, cette «prime de mobilisation» a été dictée par une recommandation du gouvernement à des secteurs comme la grande



distribution et le secteur bancaire, mais elle est loin d'être généralisée pour le moment. Elle a pour objectif de compenser le risque pris par le salarié. Reste à savoir si les primes de risque seront généralisées auprès de toutes les banques, une demande que le personnel qualifie de légitime dans le contexte actuel.

Année difficile en perspective pour la rémunération variable

Par ailleurs, les banquiers s'attendent à une faible rémunération variable en 2020 (à recevoir en 2021). Cette fois-ci, ce sont tous les salariés des banques qui sont concernés : qu'ils soient dans le réseau, banquiers d'affaires ou même traders en salles des marchés, la rémunération variable risque de fortement chuter puisque les objectifs seront difficiles, voire impossibles à atteindre dans le contexte actuel.

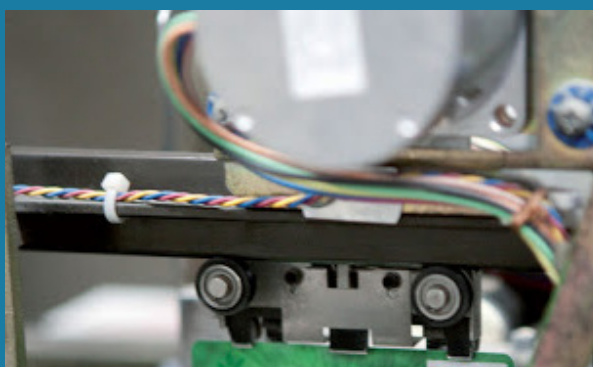
A cela s'ajoute le modeste rendement des différents plans d'intéressement à la performance et qui se sont multipliés depuis 2 ans pour renforcer les fonds propres des banques. Les grands groupes financiers ont en effet sollicité leur personnel dans le cadre d'augmentations de capital, mais vu que les cours de Bourse des banques sont en chute (le secteur perd 26% de sa valorisation depuis le début de l'année), il ne faudra pas compter sur ce patrimoine à court terme pour les banquiers qui ont la possibilité de vendre leurs actions.

En plus, les dividendes futurs risquent d'être maigres, de quoi limiter les tombées de cash qui arrivent généralement au début de l'été. ♦

S2M trébuche après un changement de méthode comptable

S2M, qui avait alerté le marché sur ses résultats 2019 en décembre 2019, vient d'annoncer une perte nette pour l'exercice écoulé. Le chiffre d'affaires de la société est de 193,4 MDH contre 229,6 MDH en 2018. Cette diminution venant essentiellement du retard sur certains projets importants ainsi que du changement de méthode comptable appliqué en 2019 pour l'activité SDS, comme l'atteste le total produits d'exploitation qui stagne à 233,9 MDH contre 232,1 MDH une année auparavant.

Il faut dire que l'activité SDS (Secure Digital Solutions) enregistre une baisse de son résultat d'exploitation, d'une part à cause de retards enregistrés dans la réalisation de quelques projets dont la réception sera constatée en 2020 et, d'autre part, à cause d'une démarche volontariste du management pour l'adoption d'une nouvelle méthode comptable de constatation de chiffre d'affaires à l'achèvement ainsi que



des encours de prestations sur les projets.

«*Cette méthode a été adoptée en raison de la forte croissance des projets, de leur taille, et par conséquent de leur durée (à cheval sur plusieurs exercices)*», commente le management. Ce changement de méthode comptable dété-

riorise ainsi les agrégats de 2019.

La société revendique quasiment le doublement de son carnet de commandes entre le début et la fin de l'exercice écoulé. De ce fait, le management demeure «*confiant dans la croissance et à la rentabilité de cette activité pour l'exercice 2020*». Le résultat d'exploitation s'établit, quant à lui, à 6,2 MDH contre 32 MDH une année auparavant alors que le résultat net est arrêté à -27,9 MDH contre 20,3 MDH en 2018 compte tenu de l'impact constaté, en résultat non courant, du changement de méthode comptable sur les agrégats issus des exercices antérieurs.

Enfin, concernant la crise sanitaire, la société affirme que la nature de ses produits et services de paiement digital, auprès de ses clients essentiellement dans le secteur bancaire, lui permet de rester confiante dans sa résilience dans le contexte de la pandémie. ♦

HCP

Le coronavirus pèse lourd sur la croissance

- ◆ La croissance de l'économie nationale s'établirait à -1,8% au deuxième trimestre.
- ◆ La demande extérieure adressée au Maroc devrait baisser de 6% au deuxième trimestre 2020.

Par A. Elkadiri

Dans sa toute dernière note de conjoncture, le haut-commissariat au Plan (HCP) s'est essayé au difficile exercice de la prévision économique sous l'effet de la crise sanitaire que vit le Royaume.

Selon les hommes d'Ahmed Lahlimi, la croissance de l'économie nationale aurait ralenti à 1,1% au premier trimestre 2020, et s'établirait à -1,8% au deuxième trimestre (au lieu de +1,9% et +2,1% en l'absence de l'effet COVID-19).

La chute est brutale. Les effets du confinement au cours du mois d'avril 2020 devraient amputer la croissance du PIB de 3,8 points au deuxième trimestre 2020 par rapport au premier scénario (hors crise du covid-19), estime l'institution conjoncturiste. Cela est équivalent à une perte d'environ 10,9 milliards de DH au lieu de 4,1 milliards de DH un trimestre auparavant.

Le secteur tertiaire dans le dur

La contraction du PIB serait principalement le fait d'une baisse de près de la moitié du rythme de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire, suite à un arrêt presque total dans les activités de restauration et d'hébergement, d'une réduction de 60% de l'activité dans le transport et de 22% dans le commerce, en comparaison avec le scénario de référence (hors crise covid-19).

Au ralentissement des services serait combinée une contraction de 0,5% de la valeur ajoutée du secteur secondaire. Quant aux activités agricoles, leur repli

se limiterait à 2,9%, en rythme annuel, grâce notamment à l'amélioration des perspectives de croissance des cultures printanières, favorisée par le retour quasi-général des précipitations à fin mars et la stabilisation des prix des aliments de bétail. Les effets de cette impulsion climatique devraient toutefois s'effriter, face à un prolongement des restrictions de circulation des travailleurs saisonniers, nuance le HCP.

Une demande extérieure en forte baisse

L'économie marocaine pâtit d'une baisse prononcée de la demande extérieure qui lui est adressée. Celle-ci devrait fléchir de 6, au deuxième trimestre 2020 en variation annuelle, pénalisée par le rétrécissement des importations, surtout européennes, qui défavoriseraient les industries orientées vers l'export.

Les effets sur les performances à l'export sont d'ailleurs déjà visibles au premier trimestre 2020. La croissance de la demande étrangère adressée au Maroc se serait infléchie de 3,5% au premier trimestre 2020, en variation annuelle, au lieu de 1,3% prévu en l'absence de l'effet de la crise du COVID-19.

Les exportations en valeur se seraient repliées de 22,8%, au lieu d'une aug-

mentation de 1,1%. L'automobile, premier secteur exportateur (27% des exportations totales), aurait le plus régressé. Près de 97% des voitures nationales exportées vers le monde sont destinées au marché européen, notamment aux marchés français, espagnol, allemand et italien, fortement touchés par la crise sanitaire.

Dans le secteur de l'habillement, qui représente 11% des exportations totales, les exportations de la confection et de la bonneterie auraient été bridées par une baisse des commandes auprès des donneurs d'ordre en provenance de l'Europe. Au premier trimestre 2020, les exportations en valeur des produits du textile auraient reculé de 4,3%, en variation annuelle. Les exportations du phosphate et de ses dérivés se seraient, quant à elles, repliées de 40,1% en valeur, dans le sillage de la baisse des cours mondiaux. Pour leur part, les importations auraient régressé de 4,8%, au premier trimestre 2020, en variation annuelle. Au total, le déficit de la balance commerciale se serait creusé sensiblement (+23,8%) au premier trimestre 2020, sous l'effet de la baisse plus conséquente des exportations par rapport aux importations. Cette situation se serait traduite par une baisse du taux de couverture de 11,6 points pour

atteindre 49,7%.

Demande intérieure en décélération

La demande intérieure, principal moteur de la croissance nationale, est, elle aussi, en décélération. La consommation des ménages aurait ralenti, au premier trimestre 2020, affichant une hausse de 1,2%, en variation annuelle. Cette décélération aurait principalement concerné les dépenses des ménages en biens durables, en habillement, en transport et tourisme. La consommation des administrations publiques se serait, à l'inverse, affermie de 3,2%, dans le sillage de la hausse des dépenses de fonctionnement. Quant à l'investissement, son évolution aurait été sensiblement tempérée par le ralentissement de l'investissement en équipement industriel et le renforcement de l'atonie de l'investissement immobilier. En variation annuelle, la croissance de l'investissement se serait limitée à 1,2% au deuxième trimestre 2020.

Cette prévision reste toutefois sujette à des révisions plus ou moins importantes, au fur et à mesure de la publication de nouvelles données, dans un contexte empreint de fortes incertitudes quant à la durée de la crise sanitaire, conclut le HCP. ◆



Selon les hommes d'Ahmed Lahlimi, la croissance de l'économie nationale aurait ralenti à 1,1% au premier trimestre 2020.

Coronavirus

Le spectre de la récession plane sur le Maroc

- ◆ Le PIB reculerait de 1,5% en 2020.
- ◆ Le déficit budgétaire atteindrait plus de 6% du PIB.
- ◆ 10 millions de Marocains peuvent devenir pauvres ou risquent de sombrer dans la pauvreté.

Par A. Hlimi

Un groupe de travail a été mis en place par des organisations internationales (Nations unies et Banque mondiale) pour coordonner un appui stratégique à la réponse du Royaume à la crise du Covid-19.

Il s'agit tout d'abord d'une évaluation de l'impact stratégique de la pandémie pour éclairer la prise de décision et l'établissement des priorités. Ensuite, coordonner les efforts pour «maximiser un soutien efficace à la réponse nationale».

Nous avons pu consulter l'étude d'impact réalisée dans ce sens par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et la Banque mondiale. Et le mot est lâché : récession.

Pandémie et sécheresse

Avec la propagation de la pandémie du Coronavirus en Europe et dans le Royaume, ainsi qu'une sécheresse aiguë, l'économie du Maroc devrait souffrir considérablement cette année de l'impact négatif de la pandémie du Covid-19.

Cette étude montre que le Maroc risque de traverser une période compliquée.

Le scénario de base, dont nous avons eu lecture, montre



La dette publique devrait atteindre 73% du PIB en 2020.

que le PIB reculerait de 1,5% en 2020. Dit autrement, le Maroc enregistrerait sa première récession depuis plus de deux décennies.

Sur le plan budgétaire, la pandémie aura un impact négatif sur le rythme de l'assainissement budgétaire, les besoins de financement et donc la dette publique. Ces organismes internationaux s'attendent à ce que le déficit budgétaire se détériore à plus de 6% du PIB en 2020 (contre 3,5% actuellement). «L'aggravation du déficit s'explique principalement par la hausse des facteurs sociaux et économiques liés au Covid-19».

Les dépenses de l'Etat en hausse, couplées à la baisse attendue des recettes fiscales,

notamment de l'impôt sur les sociétés, devront faciliter le creusement du déficit. Par conséquent, la dette publique devrait atteindre 73% du PIB en 2020. Le solde du compte courant devrait s'élargir à environ 7% du PIB cette année. En outre, l'étude estime que 10 millions de Marocains peuvent devenir pauvres ou risquent de sombrer dans la pauvreté à cause de la crise sanitaire. Cette étude est un préliminaire à l'action de ces organismes internationaux au Maroc. «Les prochaines étapes seront composées d'une présentation et d'une discussion plus approfondie du présent document ainsi que le lancement de l'objectif clé et du plan budgétaire connexe», lit-on en

conclusion.

A noter que la Banque mondiale a apporté récemment un premier appui financier au Maroc dans le cadre d'un soutien plus global pour permettre au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord de faire face à la pandémie. Il s'agit de la restructuration d'un prêt de 275 millions de dollars à l'appui des politiques de développement pour la gestion des risques de catastrophe, assorti d'une option de tirage différé en cas de catastrophe (ou Cat DDO). La restructuration intègre un objectif relatif à l'aide sanitaire pour permettre le déblocage immédiat de fonds dans le cadre du programme et répondre aux mesures d'urgence. ◆

EN BREF

Marché monétaire

Bank Al-Maghrib a injecté 100 Mds de dirhams cette semaine

Pour la deuxième semaine consécutive, Bank Al-Maghrib a injecté autour de 100 Mds de dirhams dans le système bancaire. Cette fois-ci, la Banque centrale a fait jouer plusieurs mécanismes.

D'une moyenne hebdomadaire habituelle autour de 70 Mds de dirhams, les injections de Bank Al-Maghrib sont passées à 100 Mds de dirhams durant les deux semaines écoulées. Mais sur la semaine allant du 26 mars au 1^{er} avril, la Banque centrale a considérablement diversifié les canaux.

Habitée à privilégier les avances à 7 jours, BAM a injecté cette fois-ci 58,6 milliards de DH sous forme d'opérations de pension livrée et 4,6 milliards de dirhams au titre des opérations de swap de change.

En y ajoutant 33,7 milliards de dirhams sous forme d'avances à 7 jours et 2,3 milliards dans le cadre du programme de soutien au financement de la TPME, l'encours global des interventions ressort à 99,2 milliards de DH.

La Banque centrale avait indiqué récemment qu'elle «apportera au système bancaire les liquidités nécessaires pour répondre à l'intégralité de ses besoins» et qu'«elle injecte l'intégralité des montants demandés par les banques», écartant tout risque de liquidité sur le système.

Il y a deux semaines, la Banque centrale a considérablement élargi son champ de refinancement permettant aux banques d'avoir un accès encore plus large à ses liquidités. ◆



«La réponse du Maroc est impressionnante»

- ◆ La crise induite par la propagation du coronavirus offre aussi des opportunités à saisir pour le Maroc.
- ◆ Le Royaume peut gagner des parts de marché en sortant de la crise plus vite et relativement moins touché que les autres économies.
- ◆ Xavier Reille, directeur de la Société financière internationale (IFC), explique dans quelle mesure l'IFC peut aider le Royaume à transcender la crise.

Propos recueillis par M. Diao

Finances News Hebdo : Que pensez-vous de certaines prévisions qui tablent sur un taux de croissance fortement impacté par le coronavirus et la sécheresse pour l'année en cours (autour de 0,8% du PIB d'après le centre marocain de conjoncture) ?

Xavier Reille : Cette pandémie a engendré une crise inédite, qui a un impact mondial : une crise de l'offre avec la plupart des unités de production à l'arrêt, et une crise de la demande avec une chute drastique de la demande due au confinement. Tous les pays sont affectés, mais les pays les mieux préparés avec une saine gestion macroéconomique, un bon système d'aide sociale et une économie diversifiée comme le Maroc s'en sortiront mieux.

Je note que les agences de notation Moody's et Fitch confirment la notation Investment Grade du Maroc.

Le Maroc a également la possibilité de mobiliser des appuis

importants de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux et d'utiliser sa ligne de précaution (LPL) du FMI de 3 milliards de dollars pour répondre rapidement aux effets de la crise.

La baisse du PNB pour la région MENA sera significative. Toutefois, il est difficile de faire des estimations à l'heure actuelle vu la volatilité de la crise. Mais la région MENA sera l'une des plus touchées, d'autant plus que les pays producteurs de pétrole de la région font face à un double choc avec la chute des cours du baril.

F.N.H. : Jusque-là, d'après vous, l'État marocain a-t-il pris les bonnes décisions pour lutter contre la pandémie et ses incidences sur l'économie nationale ?

X. R. : La crise actuelle a plusieurs dimensions : médicale, sociale et économique. La réponse du Maroc a été exemplaire et reconnue par la communauté internationale. Pour garantir la sécurité sanitaire des populations, le gouvernement marocain a mis en place un confinement strict dès le début de la pandémie.

Le Royaume a aussi augmenté la capacité de traitement du système hospitalier et sécurisé l'approvisionnement en chloroquine et d'autres fournitures médicales, afin de permettre au système de santé de faire face à la situation.

Mais c'est sur le plan social et de l'unité nationale que la réponse est la plus impressionnante. Le Fonds Covid-19 lancé à l'initiative de Sa Majesté le Roi a déjà mobilisé plus de 30 milliards de dirhams des différentes composantes de la société et les mesures d'aide sociale de grande ampleur vis-à-vis des ménages vulnérables et des salariés du secteur privé, qui sont en arrêt temporaire de travail, sont pertinentes.

Cette crise offre aussi des opportunités à saisir. Ainsi, le Maroc peut gagner des parts de marché en sortant de la crise plus vite et relativement moins touché que les autres économies.

Il peut bénéficier des effets de relocalisation des chaînes d'approvisionnement (SupplyChains) internationales sur son territoire situé à 12 km de l'Europe. Il peut aussi moderniser son système d'éducation et de santé en s'appuyant sur le digital.

F.N.H. : Selon vous, où mettre l'accent afin de permettre à l'économie nationale d'amortir le choc lié au coronavirus ?

X. R. : Les mesures de sauvegarde des entreprises sont les plus importantes pour le moment. L'effort des banques et de l'État pour permettre aux entreprises de survivre sera déterminant.

Mais il faut aussi mettre en place des mesures de protection pour les TPME qui sont très affectées ainsi que les travailleurs du secteur informel. Il est particulièrement important que les grandes entreprises payent leurs factures à leurs fournisseurs PME pour éviter des faillites en chaîne.

Enfin, le programme de transferts sociaux de grande ampleur en faveur des populations les plus vulnérables pourrait se faire à travers des moyens de paiement digitaux. Le gouvernement marocain considère cette option car cette crise offre la possibilité d'accélérer le déploiement des paiements digitaux au Maroc.

F.N.H. : Enfin, dans quelle mesure l'IFC peut-elle aider le Royaume à faire face à la crise sanitaire qui prend de l'ampleur ?

X. R. : Nous travaillons en partenariat avec la Banque mondiale pour aider le Royaume du Maroc à surmonter cette crise difficile. Nous pouvons intervenir à trois niveaux.

Nous partageons avec le gouvernement et le secteur privé, notamment la CGEM avec laquelle nous avons un partenariat, nos expériences internationales pour lutter contre les effets de la crise, à la fois sur le plan économique et sur le plan social. Nous voulons soutenir les banques et le secteur de la microfinance afin d'aider les TPME qui sont particulièrement touchées. Nous soutenons aussi nos clients et les entreprises marocaines avec lesquels nous travaillons pour les aider à traverser cette crise.

Et nous pouvons également travailler avec les régions du Maroc pour les aider à mieux répondre aux effets de la crise Covid-19 dans les territoires. L'IFC s'inscrit dans le cadre de la réponse du groupe de la Banque mondiale à cette crise avec un programme de 14 milliards de dollars de réponse rapide. Dans cette enveloppe, IFC investira 8 milliards de dollars pour aider les entreprises privées des pays en voie de développement touchées par la pandémie à préserver les emplois et leurs activités.

Avec plus de 50 ans de présence au Maroc, l'IFC reste plus que jamais partenaire du Royaume du Maroc pour l'aider à traverser cette crise. ◆

L'après Covid-19

Pourquoi la lutte contre l'informel est une priorité

- ◆ La crise sanitaire a révélé qu'une bonne partie de la population vulnérable opère dans l'économie informelle.
- ◆ Le retard dans l'activation du registre national unique a un coût important.
- ◆ L'encadrement de l'économie souterraine devrait donner un coup de pouce à l'économie nationale.

Par C. Jaidani

La pandémie de Coronavirus a révélé au grand jour les limites du système socioéconomique marocain. Parmi les défaillances relevées figure notamment la présence d'un important secteur informel où opère une population des plus vulnérables.

Il n'existe à ce jour aucun recensement précis de cette catégorie, mais uniquement quelques estimations approximatives. Pour débloquer l'aide à ces personnes, le gouvernement n'avait d'autre choix que de se baser sur la liste des citoyens inscrits au Ramed.

«Le gouvernement était dans l'obligation de lancer les aides et d'une façon urgente. Il avait moins de trois semaines pour fixer le nombre de la population cible et la méthode de distribution de l'argent. La liste du Ramed était la seule disponible. Totalement digitalisée, elle est pratique pour pouvoir distribuer les fonds via le réseau bancaire ou les autres canaux de distribution. Cette liste présente par ailleurs une certaine logique par rapport aux objectifs de l'Exécutif», argumente Mohamed Amrani, professeur à la Faculté d'économie et de droit de Casablanca.

Toutefois, force est de constater que des milliers de personnes risquent d'être exclues de la vaste opération de soutien de l'Etat, car elles ne sont inscrites ni à la CNSS ni au Ramed. Un véritable embarras que l'exécutif essaie de remédier en cherchant des solutions pratiques.

«La Maroc paie les frais du retard pour lancer le registre



En période de crise, l'absence de sources de revenu pour la population opérant dans l'informel peut générer de vives tensions sociales.

national unique au profit de la population vulnérable. Depuis le gouvernement Jettou, l'intention de disposer de ce genre de dispositif existait. 13 ans après, il est toujours dans la phase d'ajustement et son lancement est à chaque fois différé pour une raison ou une autre. Des pays, notamment d'Amérique latine, ont lancé leur projet bien après le Maroc et le système est déjà opérationnel offrant des résultats tangibles», souligne Amrani.

En effet, si le registre national unique avait été mis en place, le gouvernement n'aurait trouvé aucune difficulté pour venir en aide aux nécessiteux.

Le système permettrait également, à travers l'aide directe, de lutter contre la déperdition scolaire et le contrôle de la santé des familles vulnérables, surtout dans le milieu rural, puisque l'aide directe serait conditionnée à l'observation de certaines conditions en matière de scolarité des enfants et leur santé.

Pour l'Etat, l'entrée en vigueur de ce registre devrait surseoir définitivement au budget alloué à la compensation, qui pourrait servir à d'autres dépenses plus porteuses comme l'investissement.

Structurer l'informel

Au-delà de l'aspect social, la crise du Covid-19 a révélé que la restructuration du secteur informel doit être une priorité de l'après-confinement du fait que ces activités contribuent à l'économie nationale à hauteur de 20% du PIB hors secteur primaire (selon une étude de la CGEM).

Selon le haut-commissariat au Plan (HCP), la population exerçant dans l'informel est estimée à 2,4 millions de personnes. Elle est répartie essentiellement entre le textile et l'habillement, le transport, le BTP, le tourisme, l'industrie agroalimentaire, des activités fortement impactées par la crise sanitaire. La qualité de l'emploi se caractérise par

la précarité, l'instabilité et des revenus le plus souvent faibles. L'Etat a tout à gagner en restructurant l'informel puisqu'il devrait générer à terme des ressources fiscales et parafiscales. Ces entreprises, pour la plupart des TPME, devraient gagner en matière de rentabilité et aussi de visibilité au niveau de l'investissement et de l'exploitation. Cela leur permettrait d'être éligibles au crédit et de soumissionner aux marchés publics et privés. La restructuration de ces entreprises devrait également assainir le marché des pratiques illégales, comme la concurrence déloyale ou la contrebande. Les consommateurs en profiteront également, puisqu'ils auront à leur disposition des produits répondant aux normes de qualité et de contrôle d'hygiène.

«Le gouvernement doit revoir les incitations pour séduire les personnes opérant dans l'informel, en mettant en place une fiscalité attractive et d'autres mesures à cadre réglementaire», explique



Selon le haut-commissariat au Plan (HCP), la population exerçant dans l'informel est estimée à 2,4 millions de personnes.



Amrani.

La CGEM a déjà élaboré des pistes de réflexion pour encadrer l'économie souterraine. On peut citer l'intégration progressive des unités de production, la fermeté des autorités contre les unités présentant des risques pour les consommateurs et la lutte contre la corruption. Il est plus que temps de résoudre, une fois pour toutes, cette problématique que le Maroc traîne comme un boulet depuis tant d'années. ◆

Coronavirus

La technologie au cœur de la riposte

- ◆ Les services publics et privés ont prévu des plans de continuité reposant sur le digital.
- ◆ L'innovation et l'entrepreneuriat s'accroissent particulièrement en cette période de confinement.

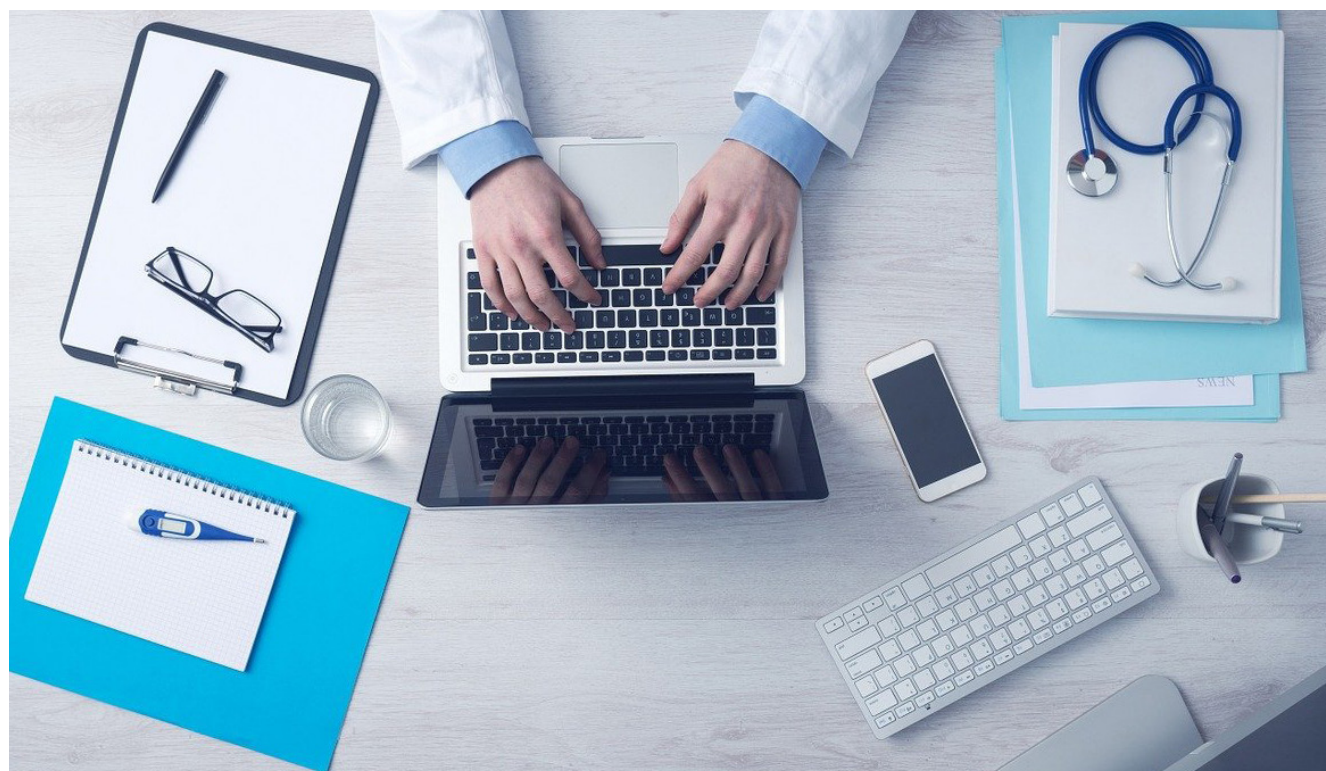
Par Y. Seddik

Sil y a bien une chose qui permet aujourd'hui, un tant soit peu, d'atténuer et de gérer la crise du Covid-19 (en attendant un vaccin), c'est bien la technologie. Au cœur de la riposte contre la pandémie, les solutions technologiques se présentent comme les uniques alternatives aux nombreuses restrictions désormais imposées.

Que ce soit pour s'informer, apprendre, se soigner, faire ses courses ou simplement se divertir, les millions de personnes confinées au Maroc n'ont aujourd'hui qu'Internet comme issue.

Dans sa dernière sortie médiatique, Mohamed Horani, PDG de HPS, avait expliqué que «la crise du Covid-19 a révélé trois choses : un système sanitaire mondial vulnérable, une globalisation nécessitant une nouvelle gouvernance et une digitalisation qui s'est révélée incontournable pour gérer la crise».

L'importance du digital ne s'est jamais fait autant sentir qu'en cette période de confinement. Une grande partie des Marocains, mais aussi de nos gouvernants, réalise, peut-être pour la première fois, la force du digital. Face à un risque de contagion élevé, beaucoup ont en effet opté pour l'usage des solutions numériques. On parle de paiement de factures, de banque au quotidien, de livraison à domicile, d'enseignement à distance, un large éventail de services est accessible par un simple clic. Quasiment personne ne semble ignorer ces solutions



Au Maroc, les solutions technologiques se présentent comme les uniques alternatives aux nombreuses restrictions imposées par le gouvernement.

qui facilitent le quotidien, alors que les restrictions aux déplacements se sont durcies.

Si beaucoup de Marocains peuvent bénéficier d'autant de prestations numériques, c'est parce que le Maroc a (heureusement) réalisé assez tôt l'importance de renforcer l'écosystème digital national ou encore digitaliser son administration et son économie. Autre point positif : un taux de pénétration du mobile supérieur à 130%, ce qui a facilité l'essor de ses solutions.

Services publics et privés : On bascule au tout-digital

Dans ce contexte inédit, les différentes structures, dont le fonctionnement est vital pour les citoyens, ont prévu des plans de continuité de service qui reposent principalement sur le digital et l'utilisation des canaux

numériques.

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a par exemple mis en place un site électronique «covid19.cnss.ma» destiné au dépôt des demandes pour bénéficier d'une indemnité forfaitaire mensuelle pour les personnes en arrêt temporaire de travail.

L'Office des changes a lancé le Système de management des autorisations, reportings et traitements «Smart», une plateforme qui permet d'introduire en ligne les demandes d'autorisation et la télédéclaration des opérations de change.

Le ministère de la Justice a, quant à lui, assuré que tous les documents demandés peuvent être obtenus par voie électronique et que les dossiers judiciaires peuvent être consultés en ligne. Plusieurs autres services e-gov ont été activés durant cette période de confi-

nement.

Même son de cloche chez les établissements bancaires, qui continuent à servir les clients à travers les réseaux physiques en réaménageant les horaires. Ces derniers ont invité leur clientèle à opter pour les services de banque en ligne.

S'ajoutent à cela, la distribution des aides financières prévues par le ministère des Finances, le suivi des cours à distance dans les écoles et dans les universités, le télétravail qui prend de l'ampleur, la télémedecine (à travers notamment la plateforme DabaDoc)... et d'autres. Bref, une marche forcée vers la digitalisation, qui en principe, débouchera sur un Maroc 4.0.

L'ADD prend le lead

L'Agence de développement du digital (ADD) a lancé pour sa part plusieurs initiatives digitales afin de favoriser et faciliter le



L'Office des changes a lancé le Système de management des autorisations, reportings et traitements «Smart».

travail à distance au sein des administrations marocaines. Cela concerne notamment le guichet électronique des courriers qui permet l'automatisation du processus de traitement des courriers au sein d'une administration donnée.

En effet, cette solution intègre des fonctionnalités permettant aux agents de l'administration de traiter et suivre les cour-

riers entrants et sortants via des workflows d'affectation et de validation

Il s'agit également d'un parapheur électronique permettant une dématérialisation complète des flux documentaires nécessitant une valeur probatoire. Celui-ci intègre de nouvelles fonctionnalités notamment la gestion des workflows métiers (gestion des ressources humaines, achat et logistique, communication interne...) ainsi que la signature électronique des documents administratifs. A ce jour, 6 ministères, 5 collectivités territoriales et 5 établissements et entreprises publics ont adhéré au parapheur électronique.

L'ensemble de ces mesures, qui s'inscrivent dans le cadre des mesures préventives préconisées par le gouvernement pour enrayer la propagation de Covid-19, vont pouvoir assurer la conti-

nuité du travail administratif tout en réduisant les échanges de correspondances et des documents papier.

Quand la crise sanitaire accélère l'innovation...

Loin de freiner la capacité d'innovation des entrepreneurs marocains durant cette période exceptionnelle, cette crise a au contraire stimulé le travail de nombreux talents.

À titre d'exemple, l'APEBI (Fédération marocaine des technologies de l'information, des télécommunications et de l'offshoring) s'est récemment mobilisée dans le combat national contre le coronavirus en mettant à profit les technologies digitales. L'association a ainsi lancé dès le 21 mars dernier l'appel à projets innovants HackCovid : Moroccan Tech Against Covid-19, qui a

rencontré un franc succès. Pour preuve, le premier batch a enregistré plus de 100 candidatures spontanées, issues de start-up, de TPE, PME, de groupes d'étudiants, d'écoles, d'universités, d'acteurs associatifs, d'experts locaux... Cette forte mobilisation conforte quelque part la prise de conscience des jeunes et moins jeunes passionnés de technologie et leur état d'esprit orienté solutions.

Pour sa part, l'École marocaine des sciences de l'ingénieur (EMSI) a annoncé que ses étudiants ont proposé trois inventions scientifiques médicales pour lutter contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19). Ces projets, intitulés «African Saviour», «Digital System Medical Respiratory» et «Moroccan electronic Perspection (MeP)» ont été choisis parmi les dix meilleures innovations au premier



L'APEBI s'est récemment mobilisée dans le combat national contre le coronavirus en mettant à profit les technologies digitales.

Hackathon virtuel Marocovid19, organisé par H&P et Lafactory en collaboration avec des universités marocaines et l'EMSI.

«Les idées de nos étudiants, bientôt des projets incubés par la société Lafactory, sont à la disposition de la patrie pour contribuer aux efforts du Maroc pour enrayer la propagation de cette pandémie», a confié Kamal

Daissaoui, Directeur général de l'EMSI.

...Et l'entrepreneuriat

La même dynamique au niveau de l'entrepreneuriat est observée. L'appel à projet lancé par le ministère de l'Industrie, le 29 mars, a reçu un écho favorable auprès des entrepreneurs marocains. 72H après, 42 premiers projets d'investissement ont d'ores et déjà été reçus et présélectionnés par Maroc PME, représentant un montant d'investissement global prévisionnel de 137 MDH, a indiqué le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie verte et numérique. À noter que ce programme «Imtiaz Technologies» soutient financièrement les TPME bénéficiaires à hauteur de 30% du montant global de l'investissement, plafonné à 10 MDH pour les PME et 1,5 MDH pour les TPE. ♦

Ventes automobiles

Indicateur avancé de la crise économique

♦ Le marché automobile a enregistré, en mars 2020, des ventes en baisse de 61,7% par rapport à mars 2019.

Par A. H.

Les ventes automobiles ont été de 6.305 véhicules en mars 2020 contre 16.445 en mars 2019, soit une baisse vertigineuse de 61,7%.

Ceci porte le cumul depuis le début de l'année 2020 à 32.142 véhicules neufs vendus au Maroc, soit une baisse de 20% par rapport à la même période en 2019.

Le secteur est frappé de plein fouet par la crise du Coronavirus et ses impacts sur la consommation et l'investissement en biens d'équipements. Les chiffres du secteur peuvent être considérés comme un indicateur avancé de l'impact du Covid-19 sur l'économie.

Les ventes nationales en forte baisse à cause du Covid-19 viennent compliquer une année déjà difficile pour les importateurs avec le report du salon Auto Expo initialement prévu pour juin 2020.

D'un point de vue industriel, il faut dire que le secteur est actuellement à l'arrêt suite aux décisions de Renault et de PSA de suspendre temporairement leur activité au Royaume à compter du 19 mars.

La suspension temporaire de l'activité des deux groupes européens a un impact inéluctable sur tout l'écosystème d'équipementiers secteur.

En tant que premier secteur exportateur du pays, toute baisse de son activité aura un fort impact sur la balance commerciale.



L'arrêt de l'activité des industriels pourrait à terme se répercuter sur les 180.000 personnes employées par l'industrie automobile et les 250

équipementiers automobiles opérant au Maroc autour de neuf écosystèmes (Câblage, intérieur véhicules & sièges, métal emboutissage, batterie,

PSA, moteurs, Renault, Delphi et Valeo). Ceci sans compter quelques importateurs fragiles financièrement dont le personnel risque d'accuser le coup. ♦

Lutte contre le coronavirus

Le Maroc avance masqué

- ◆ Le port du masque est obligatoire depuis le 7 avril.
- ◆ Le ministère public exige la plus grande fermeté pour le respect de cette mesure.
- ◆ Problème : les masques, on n'en trouve pas ou très peu.
- ◆ La production quotidienne du Royaume devrait atteindre 5 millions de masques par jour d'ici le 14 avril.

Par D. William

Le masque est-il utile ou non ? Protège-t-il efficacement contre le coronavirus ?

Les autorités marocaines n'ont pas hésité à vite trancher par rapport à ces interrogations : pour combattre la propagation du coronavirus, le Maroc a fait le choix d'avancer masqué.

En cela, autorités ont rendu obligatoire le port du masque depuis le mardi 7 avril, et ce pour toutes les personnes autorisées à se déplacer en dehors de leurs lieux de résidence.

Elles en ont même fixé le prix de vente et les sanctions pour les contrevenants : 80 centimes l'unité, avec notamment le soutien du fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus.

Par ailleurs, quiconque contrevient à ces dispositions est passible des sanctions prévues à l'article 4 du décret-loi n° 2.20.292, qui prévoit une peine d'emprisonnement d'un à trois mois et une amende comprise entre 300 et 1.300 dirhams, ou l'une de ces deux sanctions, sans préjudice de la sanction pénale la plus sévère.

Les autorités ont suivi en cela les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui encourage désormais l'utilisation des masques. Il faut dire que le discours à ce sujet a beaucoup évolué par rapport à il y a une semaine, puisque tant l'OMS que plusieurs pays répétaient que les masques étaient inutiles pour les citoyens lambda et qu'ils devaient être réservés, entre autres, aux professionnels de la santé et aux malades. En



Il est actuellement difficile de trouver des masques dans les grandes surfaces ou les pharmacies.

France, le masque fait d'ailleurs toujours l'objet de polémiques, le gouvernement n'ayant pas encore décidé de le rendre obligatoire.

Aujourd'hui, tout le monde semble s'accorder sur le fait que le masque s'inscrit en complément indispensable des différents gestes barrières, et a montré son efficacité pour réduire le taux de reproduction du coronavirus.

Le Maroc a-t-il les moyens de sa politique ?

Imposer le port du masque est une chose, en disposer suffisamment est une autre paire de manche. Lundi, le gouvernement a assuré que des dispositions ont été prises pour garantir la disponibilité des masques en quantités suffisantes, et ce grâce à la mobilisation d'un ensemble d'opérateurs nationaux pour les produire. Le chef du gouvernement, Saad Eddine El Otmami, a dans ce cadre confirmé, lors du Conseil de gouvernement, que plusieurs entreprises opérant

dans le secteur du textile se sont engagées pour la production d'environ 2,5 millions de masques de protection par jour. Mardi soir, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie verte et numérique, Moulay Hafid El Alamy, qui s'exprimait sur la chaîne Al Oula, assurait que «ces dernières 48h, plus de 5,3 millions de masques ont été distribués dans le commerce, notamment les grandes surfaces et les épiceries».

Avant la fin de semaine, 66.000 points de vente seront approvisionnés et il y aura des masques pour l'ensemble de la population, a promis le ministre, qui fait savoir que le Maroc produit actuellement 3 millions de masques par jour. Et mardi prochain, la production quotidienne devrait atteindre 5 millions de masques par jour, promet Elalamy.

La mobilisation et la reconversion des opérateurs nationaux du textile suffiront-elles à assurer l'approvisionnement adéquat du marché local ? Pas sûr.

Mardi déjà, au petit matin, il était

difficile de trouver des masques dans les grandes surfaces ou les pharmacies. Rétention de stocks ? Difficile à dire. Mais ceux qui arrivaient à en trouver devaient les payer à des prix exorbitants. Il va falloir donc que le Maroc importe d'énormes quantités pour satisfaire entièrement les besoins locaux. Or, le marché international, sous haute tension, est en proie à une guerre féroce des masques, la demande mondiale ayant explosé, et certains pays se livrant sans retenue à la surenchère. Au point que l'on peut certes passer commande, sans pour autant être assuré d'accuser réception.

Quid alors des citoyens qui n'ont pu se procurer des masques ? Ils pourront toujours recourir au système D, en attendant : s'en fabriquer un avec un tissu plié plusieurs fois. C'est ce que recommandent les experts de la Société marocaine d'anesthésie, d'analgésie et de réanimation (SMAAR) et de la Société marocaine de médecine d'urgence (SMMU), en cette période active



Le Royaume devra importer des masques dans un contexte où la demande mondiale a explosé, favorisant la surenchère.

de circulation du virus Covid-19 chez les porteurs asymptomatiques non testés.

Dans tous les cas, ils devront se débrouiller car, mardi, le procureur général du Roi près la Cour de cassation, président du Ministère public, Mohamed Abdennabaoui, s'est fendu d'un communiqué pour appeler les responsables judiciaires à appliquer strictement les dispositions juridiques relatives au port de masque pendant la période de confinement sanitaire. ◆

Porteurs de projet

StartUp Maroc adapte son accompagnement



Le volet accompagnement de StartUp Maroc se poursuit d'une manière différente.

◆ **Le confinement obligatoire ne sera pas sans conséquence sur l'organisation de l'accompagnement prodigué par Start-Up Maroc aux start-up, puisqu'un réajustement en la matière est en cours.**

Par M. Diao

La progression du coronavirus au Maroc et les besoins créés en termes de solutions et d'équipements pour freiner l'avancée de la pandémie, montrent une fois de plus la centralité de l'innovation, facteur de développement et surtout de résilience en période de crise.

D'où l'intérêt de s'intéresser aux structures d'incubation de start-up dans cette période de confinement obligatoire qui comporte plusieurs contraintes pour bon nombre de branches.

Interrogée sur l'activité de StartUp Maroc, entité spécialisée dans l'accompagnement des porteurs de projet innovant et des start-up, Zineb Rharrasse, Directrice générale de l'incubateur, basé à Rabat,

rétorque : «*Le volet accompagnement de StartUp Maroc se poursuit d'une certaine manière ainsi que toutes les autres activités qui peuvent se faire à distance grâce au télétravail.*

Et d'ajouter : «*Nous sommes également impliqués dans des initiatives à même d'aider les start-up et les incubateurs à traverser*

cette période critique pour tout le monde, tout en œuvrant à la mise en place de solutions pour lutter contre la pandémie (SolidariTech et Hackcovid).

Il est utile de préciser que le confinement obligatoire ne sera pas sans conséquence sur l'accompagnement prodigué par StartUp Maroc aux start-up puisqu'un

réajustement en la matière est en cours.

Pour cause, aujourd'hui tout l'enjeu est de déterminer l'impact de la situation actuelle sur les porteurs de projet et les start-up accompagnées.

Faudrait-il rappeler que la pandémie est une opportunité pour les start-up à même de mettre sur pied des solutions permettant au pays d'y faire face.

A titre d'exemple, Dial Technologie a réalisé un chatbot dédié à la lutte contre la pandémie. Farasha Systems teste actuellement des drones désinfectants.

Par ailleurs, notons que les prêts et les subventions octroyés par StartUp Maroc dans le cadre du Fonds Innov Invest (FII) continuent malgré le contexte actuel. «*Dans cette période de confinement, la CCG n'a pas arrêté le traitement des dossiers du FII*», se réjouit-on du côté de l'association, qui a accompagné plus de 10.000 entrepreneurs à différentes phases. ◆

Paroles de pro Zineb Rharrasse, Directrice générale de StartUp Maroc



«*Dans cette période difficile, il est nécessaire d'aider les start-up les plus fragiles, qui en réalité sont celles qui viennent de démarrer leur activité. Le principal enseignement de cette crise sanitaire est que l'innovation est un paramètre-clé aussi bien pour les pays riches que les Etats émergents et moins développés. L'innovation doit avoir une place privilégiée dans la construction du nouveau modèle de développement du Maroc. L'actualité montre que les start-up marocaines dans cette période de crise ont la capacité de développer des solutions efficaces en un temps record au moment où nous en avons le plus besoin. Ce qui m'amène à dire qu'il est nécessaire de multiplier les initiatives permettant de renforcer l'écosystème des start-up qui comporte plusieurs acteurs.*» ■

L'essentiel

Les TPE font les frais de l'état d'urgence sanitaire

La Confédération marocaine de TPE-PME a mené une enquête, entre le 18 mars et le 4 avril 2020, auprès des TPE, PME et coopératives afin d'appréhender l'impact de la progression du coronavirus sur leur activité. L'étude, menée sur un échantillon de plus de 1.080 entreprises identifiées de façon aléatoire et de différentes tailles représentant plusieurs secteurs d'activités dans les différentes régions du Royaume, fait ressortir que les entreprises les plus touchées par l'état d'urgence sanitaire sont les TPE avec un taux de 90% de l'échantillon et 8% pour les PME. L'enquête montre également que les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire sont les services aux entreprises et le commerce avec respectivement 21,9% et 20,6% de l'échantillon. Ils sont suivis par le secteur de l'industrie, du BTP, de la communication et l'événementiel, l'agriculture, le tourisme et l'artisanat avec respectivement 13,5%, 12,7%, 10,5%, 5,7%, 5,2% et 4,3%. ◆



Par Charaf Jaidani

Main-d'œuvre

Les contraintes du confinement

- ◆ Les restrictions sur les déplacements ont réduit les disponibilités des travailleurs agricoles.
- ◆ Les saisonniers se font rares.
- ◆ Les exploitants veulent profiter du moins d'avril pour accélérer le rythme d'activité avant le Ramadan.

La ruée vers l'eau

L'essor démographique et économique aidant, les besoins en ressources hydriques deviennent de plus en plus pressants.

Deux années successives de sécheresse confirment une fois encore la vulnérabilité du Maroc face aux aléas climatiques.

Conséquence : les réserves en eau sont mises à rude épreuve. Le taux de remplissage des barrages au 6 avril 2020 atteint 48% contre plus de 60% au cours de la même période de l'année dernière. Tout laisse présager que ce stock sera fortement sollicité dans les mois à venir, surtout dans les périmètres irrigués.

La nappe phréatique a, elle aussi, été fortement impactée par l'aridité qui perdure. Les exploitants qui disposent de puits ont constaté que le niveau d'eau a sensiblement baissé et certains frôlent l'assèchement.

Devant cette situation, les agriculteurs ont vite compris l'intérêt de l'utilisation rationnelle des ressources hydriques. La maîtrise des disponibilités en eau est leur seule voie pour pallier, un tant soit peu, les effets de la sécheresse. Elle présente aussi une opportunité pour stabiliser leur revenu.

Il est agréable de constater que malgré leur faible niveau d'instruction, nombreux sont les agriculteurs qui cherchent à déployer les techniques modernes d'irrigation ou de pompage de l'eau.

Ils profitent amplement de tout le dispositif mis à leur disposition par l'Etat. Le rendement de leur activité n'a rien à envier à ce qui est réalisé dans les pays développés. ◆



Par C. Jaidani

La sécheresse a frappé de plein fouet le secteur agricole. La campagne pour les céréales d'automne est considérée d'ores et déjà compromise. Les dernières pluies du mois de mars n'ont eu aucun effet bénéfique pour redresser la situation, bien qu'elles soient vitales pour les légumineuses et les autres cultures printanières. Et comme un mal n'arrive jamais seul, la crise sanitaire a aggravé la situation. Le confinement a en effet perturbé les activités, même si le département de tutelle s'est voulu rassurant en annonçant que tout se déroule normalement.

De nombreux échos font état de l'insuffisance des travailleurs

agricoles, surtout les saisonniers qui, pour la plupart, font des déplacements d'une région à une autre ou entre les provinces.

«Les moissons ont déjà commencé en particulier dans les régions Sud du Royaume. Même si la récolte prévue est assez médiocre, il y a tout un travail à réaliser. On constate une demande de main-d'œuvre en hausse au cours de cette période, qui devrait se poursuivre jusqu'au mois de juin. Pour combler nos besoins, nous faisons appel aux travailleurs des autres régions», souligne Abdallah Chafii, agriculteur de la région de Benslimane.

Force est de constater que de nombreuses exploitations sont de type familial où le travail non rémunéré est le plus usité. Mais pour les activités saisonnières,

l'appel à la main-d'œuvre rémunérée en dehors de la famille est inévitable.

Les restrictions imposées par les autorités sur les déplacements ont réduit sensiblement les disponibilités des travailleurs. Les propriétaires des moissonneuses-batteuses commencent la saison à partir des régions de Souss, remontent vers le Nord pour les régions d'El Haouz, Chiadma, Abda, Chichaoua, R'hamna puis Doukkala et enfin Chaouia. C'est un circuit annuel qui concerne toutes les régions céréalières du Royaume.

«Cette année, nous avons rencontré des difficultés pour nous déplacer entre les régions. J'habite un douar de la région de Sidi Bennour et je n'ai pas pu faire le voyage comme d'habitude surtout que je dois être

La saison des moissons a commencé et nécessite la mobilisation de nombreux travailleurs agricoles.

accompagné d'au moins quatre travailleurs. Mais la loi sur le confinement impose une limite de deux personnes par engin agricole», déclare un propriétaire d'une moissonneuse-batteuse.

Tous les exploitants agricoles attendent la fin de cette crise sanitaire pour reprendre leur activité normale. Les grandes exploitations spécialisées dans les fruits et légumes qui ont conclu des contrats avec des clients étrangers ont, elles aussi, des contraintes en matière de livraison.

«Les récoltes doivent se faire à un moment bien précis. Avant la date, les produits n'arrivent pas à la maturation nécessaire. Après la date, ils risquent de perdre de leur qualité. Les normes étrangères sont très rigoureuses, et les produits ne respectant pas les critères exigés sont rejetés», affirme Lahoucine Adardour, président de l'Association des producteurs et exportateurs de fruits et légumes (APEFEL).

Les exploitants agricoles veulent accélérer le rythme de travail au cours de ce mois d'avril car la température est modérée. D'autant que pendant le mois sacré de Ramadan, le rendement baisse en général.

Le monde rural, à l'instar de tout le pays, attend impatiemment la fin du confinement pour retrouver son dynamisme. ◆



Le monde associatif est mobilisé comme jamais en cette période de crise.

s'occupent de la livraison tout en respectant les mesures sanitaires convenues. Notre association travaille en trois phases : la première a fait bénéficier 1.300 familles, la deuxième, qui est en cours, concerne 2.000 familles et la troisième dépend des dons que nous allons récolter».

L'association Al Ikram, dirigée par Afaf Berrada, explique également son soutien. «Nous nous sommes mobilisés pour procéder à un recensement des familles les plus défavorisées de nos bénéficiaires spécifiquement ceux habitant au quartier Ben Msick. C'est ainsi que nous avons consenti une aide financière à plus de 40 mères de famille faisant partie de notre projet Dar Al Ousra par une mise à disposition à travers les guichets Wafacash.

Etant donné que le nombre moyen de personnes par famille est d'environ 5 personnes, nous avons estimé que cette aide a bénéficié à 200 personnes. Mais ce n'est que le début, et nous ne nous arrêterons pas là, car nous comptons renouveler cette aide à d'autres bénéficiaires qui sont dans le besoin et qui attendent de l'aide».

Les conséquences dramatiques en termes sanitaires font que le Covid-19, par le confinement qu'il impose, est un facteur et un démultiplicateur d'inégalités et d'exclusion. Les personnes vulnérables, en situation précaire, victimes de violences conjugales et parfois sans domicile fixe, ne doivent pas être oubliées.

De nombreuses initiatives, associatives et citoyennes, ont ainsi vu le jour pour y remédier. De même, plusieurs associations ont choisi de poursuivre sur le terrain, dans la mesure du possible, leurs activités de première nécessité.

Myriam Benzakour, directrice de l'association Jood, nous parle elle aussi de la forte mobilisation pour les sans-abris.

«Face à l'épidémie du coronavirus, plusieurs centres de confinement ont été ouverts au profit des sans-abris.

Vu l'urgence de la situation, le dispositif lancé s'est fortement accéléré en coordination avec

Covid-19

Mobilisation générale du monde associatif

◆ Entre sensibilisation et apports de dons, des associations font appel aux bienfaiteurs pour aider les familles et les personnes démunies.

Par C. Abounaim

Une crise sanitaire, qui a engendré une crise économique et un confinement. Du jamais vu pour le citoyen marocain qui est depuis plusieurs semaines, perturbé par cette pandémie mondiale. Dans pareilles circonstances, la responsabilité ne peut reposer sur les seuls pouvoirs publics. La société civile doit s'organiser pour faire face à l'épidémie, décliner les mesures de précaution dictées par les pouvoirs publics, et venir en aide aux personnes touchées, notamment les plus vulnérables. Cela est la première des priorités. Toutefois, la tâche est lourde ! Car ce changement brusque a

privé les travailleurs précaires de revenus. Ils sont en majorité des journaliers, et pour quelques-uns des commerçants modestes. Les initiatives sont nombreuses et des associations s'efforcent d'attirer l'attention sur la situation de ces personnes. Des paniers, des bons d'achat ou encore des salaires maintenus font l'objet des efforts de plusieurs d'entre elles. Des présidents nous ont fait part de leur quotidien en cette période de crise.

Les associations montent au front

C'est le cas de l'association Tiflet Young Leaders Network. Son président, Nabil Tlayhi, témoigne. «En cette période de crise, nous avons travaillé sur deux volets.

Le premier a consisté en la sensibilisation à travers des vidéos pour inciter les citoyens à rester chez eux et respecter les mesures d'hygiène.

Le deuxième avait pour but de se solidariser avec les personnes démunies et celles qui ont été affectées par cette crise. Nous avons pu collecter une somme respectable, qui nous a permis d'aider une soixantaine de familles jusqu'à ce moment».

Mohamed Jalil Sentissi, représentant l'association Ndir Ikhir, affirme pour sa part que l'association «offre aux familles démunies plusieurs types de dons. Des paniers sont distribués dans les campagnes et des aides financières de 300 à 500 dirhams sont octroyées tous les 15 jours



Les conséquences dramatiques en termes sanitaires font que le Covid-19, par le confinement qu'il impose, est un facteur et un démultiplicateur d'inégalités et d'exclusion.

• • •
dans les villes, notamment à Casablanca. Concernant les campagnes, nous opérons avec des associations sur place, qui

l'INDH, l'Entraide nationale et les autorités pour augmenter la capacité d'hébergement. Pour garantir que toutes les opérations se déroulent dans les meilleures conditions, Jood a pu assurer, grâce aux contributions de tous les Joodeurs, bénévoles, donateurs, partenaires, pour plusieurs centres des cabines de douche avec chauffe-eau, des matelas, couvertures, vêtements, produits d'hygiène ainsi que des repas tous les jours. En parallèle, pour une autre catégorie de population qui s'est retrouvée sans ressources pendant cette période de confinement, nous avons pu assurer un montant de 1.000 dirhams par famille, en collaboration avec Cash Plus et grâce aux dons de nos partenaires.

Depuis le début du confinement, nous avons ouvert 3 centres à Casablanca, d'une capacité d'hébergement totale de 400 personnes. Un centre à Marrakech et un autre à El Jadida ont vu le jour, en attendant l'ouverture d'autres centres de confinement que nous sommes prêts d'accompagner de la même manière. Nous avons aussi octroyé des subventions de 1.000 dirhams aux 550 familles démunies jusqu'à maintenant, et le chiffre est susceptible d'augmenter dans les prochains jours, selon les fonds reçus». Pour l'Association Bayti qui prend en charge les enfants orphelins et les sans-abris, sa directrice Malih Amina nous confie son quotidien.

«Bayti possède deux structures d'hébergement, dont une à Casablanca et l'autre à la ferme école de Sidi Allal Tazi ainsi que 2 structures de jour à Casablanca et à Essaouira.

Pour protéger les enfants, nous avons fermé la structure de jour à Essaouira et avons soutenu les familles pour les aider à surmonter leur difficulté financière par des dons en nature. Nous travaillons actuellement en étroite collaboration avec les autorités pour leur allouer des bourses financières durant toute la période de confinement, tout en gardant le lien avec les enfants sur la question du soutien scolaire et le soutien moral.

A Casablanca, nous avons gardé le centre de jour ouvert pour subvenir aux besoins des familles en denrées alimentaires et produits d'hygiène. Nous soutenons la scolarité à distance avec les enfants tout au long de la période de confinement.

Au niveau des structures d'hébergement à Casablanca et à la ferme école de Sidi Allal Tazi, les enfants ne sortent pas des structures. Les éducateurs, assistantes sociales et les femmes de service se sont portés volontaires et sont confinés avec les enfants 24 h/24 et 7j/7 durant toute la période.

Un programme éducatif, des activités pédagogiques et ludiques sont mises en place ainsi que le soutien psychologique via Skype sont assurés par notre psychologue 2 fois

par semaine.

Bayti travaille également dans la rue avec les enfants et les jeunes (Marocains et subsahariens) en leur apportant soutien moral, sensibilisation, nourriture et hygiène en étroite collaboration avec les autorités pour trouver des abris à cette population vulnérable et plus exposée au Covid-19».

Même son de cloche chez l'association Riayat Ibn Assaby, dirigée par Houda Sefiani. «L'association Riayat Ibn Assaby qui œuvre dans la protection et dans l'éducation de 120 enfants abandonnés à travers la gestion de deux établissements de protection sociale nommés Dar Lmima. L'aide à distance aux familles a porté sur la protection de 120 enfants qui hébergent dans les centres Dar Imima à travers des campagnes de sensibilisation face à cette pandémie, la désinfection des lieux par la préfecture de Médiouna et la mise à disposition au profit des enfants de gel antiseptique, gants...

Nous aménageons aussi les salles d'informatique afin que nos enfants bénéficient de l'accès à la plateforme de l'école en achetant des téléphones portables pour communiquer avec les professeurs via WhatsApp. Vu que nos enfants suivent leurs études dans des écoles privées, nous recrutons des éducateurs/éducatrices afin d'assurer un bon suivi scolaire et d'être en contact permanent avec les responsables pédagogiques des écoles. Nous prenons en compte aussi la psychologie de nos enfants en réalisant un planning d'activité hebdomadaire afin qu'ils ne s'ennuient pas (atelier cuisine, bricolage, peinture, séances de yoga...) tout en faisant leur suivi à distance avec des coachs pour les enfants qui ont besoin d'un suivi psychologique ainsi que pour le personnel afin de les accompagner, les écouter et les encourager dans cette période de crise».

L'association Insaf est également sur le terrain, au chevet des plus démunis. Sa présidente, Meriem Othmani, affirme «depuis le début de la pandémie, nous avons appris que les villages dans le monde rural étaient dans une profonde détresse, la sécheresse a fait des ravages, les paysans ont déjà tout vendu pour survivre, et maintenant les souks sont fermés. Nous avons donc décidé de les aider, les autorités locales nous ont remis les listes de 150 familles. Nous avons fait appel à des donateurs pour financer les denrées alimentaires et avons préparé les colis que nous avons acheminés vers les 2 zones des 2 provinces du Haouz et de Chichaoua. Pour respecter les mesures sanitaires, les colis sont restés 48 h en quarantaine avant d'être envoyés. Jusqu'à présent, nous en avons distribué 330 et nous finalisons notre plateforme logistique Covid-19 pour pouvoir travailler de façon plus professionnelle». ♦

Récoltes de dons

Appel solennel à la solidarité

La crise sanitaire que nous vivons et ses différents impacts rappellent à quel point la solidarité, l'entraide, l'intérêt général sont des valeurs primordiales dans nos sociétés. Des valeurs que ces associations continuent de porter et de diffuser, malgré le lourd impact de la crise sur leurs activités sociales et économiques. Ce travail nécessaire ne doit pas cacher les lourdes conséquences de la crise sur les associations, car certaines d'entre elles ont dû arrêter leurs activités pour faire face à cette crise. Pour quelle raison ? Les réponses vont dans

le même sens : Le manque de ressources issues des dons, une société beaucoup plus occupée par son propre intérêt. Quelques-unes se sont confiées à nous, et tirent la sonnette d'alarme :

«Notre message est simple, nous ne faisons pas de la charité. Aujourd'hui, nous vivons dans un état de crise, la solidarité est devenue une obligation plutôt qu'une valeur morale. Les Marocains sont connus depuis la nuit des temps pour leur générosité et solidarité pendant et en dehors des moments de crise». ♦

Association Tiflet Young Leaders Network

«Malheureusement, nos seules ressources actuellement proviennent des personnes proches que nous sollicitons». ♦

Association Al Ikram

«Il est temps de penser à l'après-pandémie. Le mouvement associatif, comme il le fait depuis des années, appelle à une profonde transformation des approches économiques et sociales, pour bâtir une société plus durable, plus juste et plus solidaire. Les associations ont un rôle fondamental à jouer dans ces transformations. Actrices d'une économie non lucrative, sociale et solidaire, elles seront un acteur central indispensable pour la réparation des dégâts humains et sociaux que la crise sanitaire a engendrés». ♦

Association Ndir Ikhir

«Nous traversons actuellement une crise financière aiguë, ce qui met la pérennisation de ces activités en danger et la situation devient plus grave dans ces conditions qui impactent le monde car nous risquons de perdre nos bailleurs de fonds étrangers, qui couvrent 50% de notre budget annuel.

Nous avons besoin de soutien pour pouvoir toucher plus d'enfants et de familles en détresse durant et après cette période de confinement. Nous comptons sur le soutien des citoyens». ♦

Association Riayat Ibn Assaby

«Nous traversons une période délicate où chacun de nous a besoin de l'autre. Il est utile de faire actionner la chaîne de solidarité qui peut aller de l'aide alimentaire, à celle des produits d'hygiène et du don de sang, à celle encore de faciliter les moyens de communication pour accéder aux cours scolaires. La solution encore à cette maladie est collective ! Soyons solidaires, nous y gagnerons tous !». ♦

Association Bayti

«Notre association lance un appel aux dons à tous les grands cœurs, pour nous aider et par la même occasion permettre à tous nos enfants, éducateurs et éducatrices... restés confinés dans les deux centres de l'association de poursuivre leurs activités de manière normale.

D'un autre côté, l'association souhaite maintenir ses actions actuelles et inhabituelles et lancer d'autres actions de solidarité telles que la distribution de 60 autres paniers alimentaires au profit des familles nécessiteuses. A cet effet, nous sollicitons la générosité de nos citoyens afin de nous aider à mener à bien cette initiative». ♦

Un Russe nommé Poutine

Le portrait d'un président

◆ «Qui est Vladimir Poutine ? Les Russes l'apprécient-ils réellement ?». Dans son avant-propos, Héléna Perroud confesse volontiers avoir répondu à ces questions avec honnêteté et sans a-priori idéologique.

◆ Un ouvrage abondamment documenté et éminemment passionnant.

Par R. Houdaïfa
(stagiaire)

Un Russe nommé Poutine. Le titre de cet essai donne sa tonalité. La Russophone Héléna Perroud a tenté de pénétrer l'énigme Poutine. Elle y pénétra curieusement, avec avidité. Pour ce faire, elle a cerné le personnage secret et profondément russe de Vladimir Poutine. Pour tenter l'essai, l'auteur affirme avoir rencontré l'entourage très proche de Poutine, car elle avait besoin d'éléments très précis. Elle confirme avoir eu «des discussions extrêmement franches !». «Cet ouvrage n'a pas l'ambition de dresser un portrait définitif de l'homme Vladimir Poutine (...) Il s'agit en revanche, en le replaçant dans un contexte historique particulier, en retraçant son parcours avant son arrivée au sommet du pouvoir le 31 décembre 1999, en analysant la manière dont son image est travaillée depuis qu'il est au Kremlin, d'essayer de comprendre en quoi Vladimir Vladimirovitch ou VVP, comme l'appellent ses compatriotes, incarne une certaine idée de la Russie en ce début de XXI^{ème} siècle», écrit Perroud dans la première partie de son livre : Un Russe comme les autres. Afin de présenter une étude solide, Perroud revient sur l'histoire fascinante de la Russie, et nous explique ses nombreuses particularités sociales, historiques, ou encore religieuses. Car, comme l'explique Perroud, «derrière ces dates et ces faits, il y a pour-tant une éducation, un environnement,

des expériences, des rencontres qui forgent un caractère et une vision du monde».

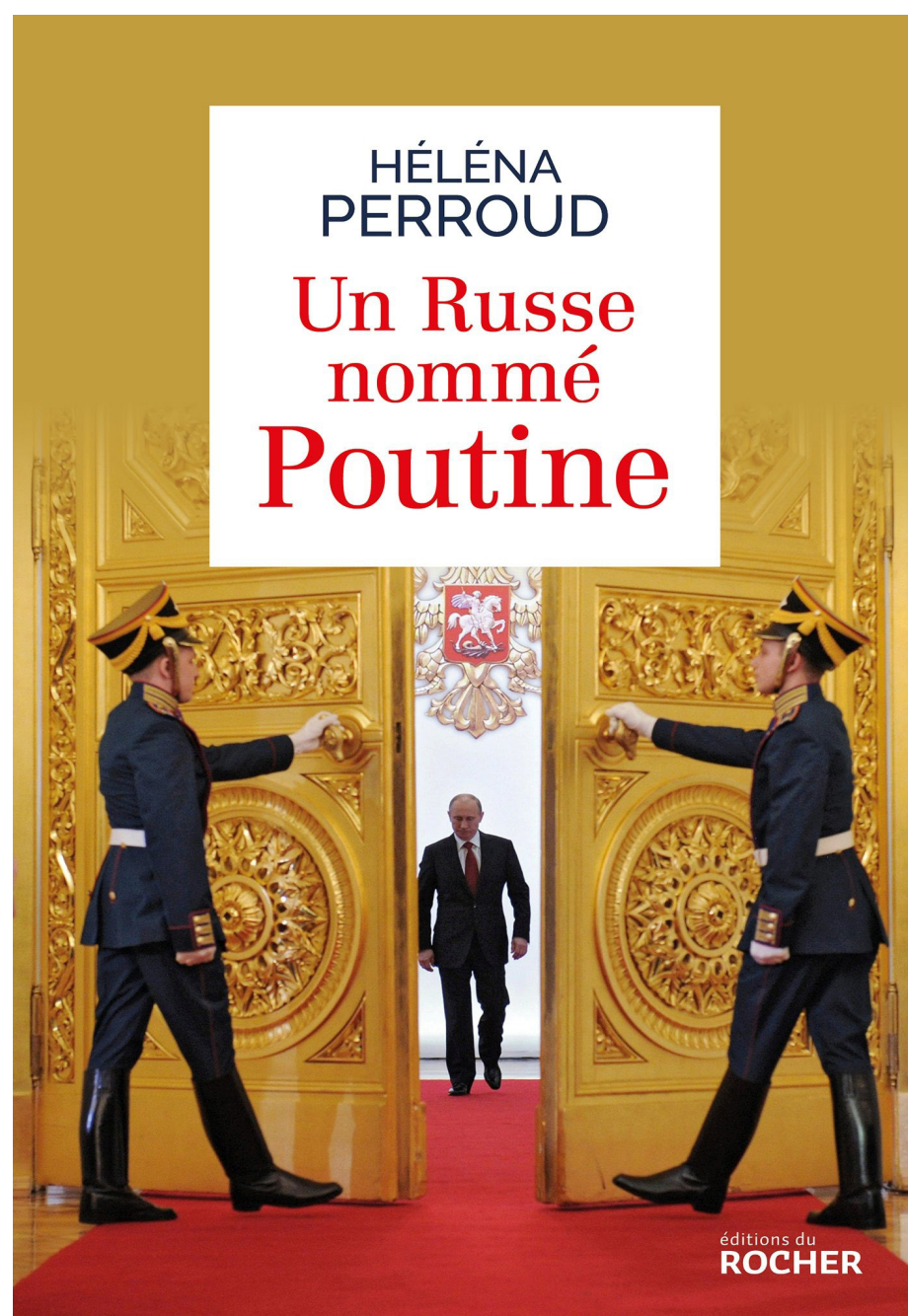
Héléna Perroud nous transporte dans le monde d'un homme passionné par l'histoire, la politique, le sport et la nature. Bien que le président russe soit particulièrement discret sur sa vie privée, Héléna nous offre un aperçu de son intimité. Au fil des chapitres qui composent l'ouvrage, l'auteur nous permet une plongée dans la vie la mieux enfouie de Poutine : parents et famille, enfance et parcours, son passé au KGB...

Poutine «est né dans une famille modeste et que rien ne prédestinait à présider un jour son pays. Il a partagé pendant son enfance et sa jeunesse le quotidien de millions de Soviétiques», rapporte Perroud dans son livre.

Au fil des pages, on distingue l'homme de pouvoir, de fortes convictions religieuses. En définitive, ce livre nous permet de mieux comprendre Poutine et la vision politique qu'il défend pour la Russie.

«Poutine a reçu en héritage un pays dévasté et à genoux, avec une majorité de la population démoralisée et tombée dans la misère. Et il a fait son possible pour le remettre debout petit à petit, lentement», déclara Alexandre Soljenitsyne en 2007, propos cités par Héléna Perroud.

Selon Héléna Perroud, Vladimir Poutine jouit d'une réelle popularité dans son pays et que, de tous les dirigeants russes qui l'ont précédé au XX^{ème} siècle, il est sans doute le plus «occidental», mais à l'extérieur, il reste un mystère.



Héléna Perroud nous transporte dans le monde d'un homme passionné par l'histoire, la politique, le sport et la nature.

Dans Un Russe nommé Poutine, Perroud décrit la manière dont Vladimir Poutine est perçu dans son pays.

L'ouvrage, truffé de références culturelles, historiques et personnelles, com-

prend d'ailleurs, en annexe, un résumé de l'histoire de la Russie, de plus en plus fourni à partir de 1952, année de naissance de Vladimir Poutine.

L'auteur affirme avoir essayé, «modestement, d'apporter un éclairage sur l'homme. Et ce, à travers un œil russe, l'œil de Saint-Pétersbourg, de Moscou et des «profondeurs» du pays, comme on dit là-bas». L'intérêt du livre d'Héléna Perroud tient aussi au fait qu'elle montre comment le parcours personnel de Vladimir Poutine, permet de comprendre son style et sa détermination politiques.

A lire pour comprendre comment un homme d'Etat peut se mettre au service de la nation et de son peuple. A lire pour comprendre les motivations et les ressorts qui animent Un Russe nommé Poutine. ◆

Il est toujours possible de se fournir en livres

◆ Conversation avec Hassan El Kamoun, président de l'Association des libraires indépendants du Maroc, membre de l'association internationale des libraires francophones, et maître de céans de la Librairie de Paris à El Jadida.

Propos recueillis par R. Houdaïfa (stagiaire)

Finances News Hebdo : La lecture est l'un des passe-temps favoris en ces temps de confinement. Où et comment peut-on se procurer des livres ?

Hassan El Kamoun : Le nombre de librairies se compte sur les doigts d'une main : une trentaine. Mais actuellement, elles ont fermé leurs portes, à l'exception de Livre Moi.

F.N.H. : Pourquoi Livre Moi reste-t-elle ouverte ?

H. E. K. : Dans la liste des commerces devant fermer, les librairies n'y sont pas mentionnées. Aucune loi n'a donc décrété leur fermeture. Or, ils ne nous ont rien dit... ni de fermer, ni de rester ouvert !

F.N.H. : Alors ?

H. E. K. : Vu les aides dont Livre Moi a bénéficiées de la part des gouvernements marocain et français, elle a pu développer une infrastructure numérique. C'est-à-dire, qu'elle a adopté la vente en ligne, et a aussi mis en place l'e-book. Et cela marche très bien ! Pour la vente, elle

reçoit les commandes via leur site, les assemble, puis les livre à travers la Poste, voire Amana.

F.N.H. : Vous avez, vous, une «infrastructure numérique» ?

H. E. K. : Non ! Je suis allé à la Foire du livre de Bruxelles cette année, non seulement parce que le Maroc a été l'invité d'honneur, mais pour lier des coopérations de formation et de stage pour les libraires marocains; aussi dans l'espoir de trouver un prestataire de services qui peut me fournir un site e-commerce et logiciel pour la gestion de la librairie.

F.N.H. : Vous n'en trouvez pas au Maroc ?

H. E. K. : Ici, nous n'avons pas de vrais spécialistes dans la conception des programmes de bon aloi. On se contente de quelques produits, mais ils ne sont pas totalement efficaces.

F.N.H. : En ces temps de confinement, le lecteur risque de ne pas trouver tout ce qu'il désire chez Livre Moi. Il n'aura cependant pas l'embarras du choix.

H. E. K. : C'est exact ! Il faut aussi savoir que Livre Moi ne fait pas de l'arabe.

F.N.H. : La plupart des lecteurs est arabophone !

H. E. K. : Le lecteur, le vrai, il a déjà

fait ses provisions de livres (rires), et il n'en manquerait pas ! J'ai reçu une marée humaine avant que le confinement ne soit prononcé. Certes, je continue d'assouvir la soif de mes clients. Avant de baisser carrément les rideaux, j'ai laissé une annonce avec mes coordonnées...

F.N.H. : Vous gardez donc le contact avec vos clients ?

H. E. K. : Effectivement ! Je reçois toujours des commandes.

F.N.H. : Les auteurs sont eux aussi directement touchés par la fermeture des librairies, les annulations des rencontres, etc. Le Covid-19 a remis complètement en selle la stratégie de lancement de quelques-uns.

H. E. K. : C'est certain ! J'avais trois rencontres (des signatures programmées)... J'espère que cette période-là va inspirer quelques auteurs à écrire. ◆

Musique

La playlist !

◆ Chaque semaine, Finances News Hebdo vous propose une sélection de titres, en écho parfait avec le confinement.

Par R. Houdaïfa (stagiaire)

Les mélodies nous arrachent au triste enfermement, au cycle désespérant des tragédies qui se succèdent, qui secouent la planète... Voici de quoi changer le mood, en attendant le déconfinement et la capitulation de Covid-19.



1 Hana Vu – Cool

Avec une morgue et une nonchalance à la Beck, Hana Vu, jeune songwriter de Los Angeles, chante brillamment le désœuvrement, l'ennui... La musique est assez inclassable, elle semble ne pas se soucier le moins du monde des styles, des genres musicaux ou des tendances. Hana Vu conçoit et fabrique ses chansons avec les moyens du bord. Il en résulte une pop intimiste, discrète, décontractée et surtout très charmante. On peut écouter en boucle le bien nommé «Cool», titre sur lequel Hana Vu est accompagnée par Satchy.

2 Marcus Gad & Tribe - Keep Cool

Restons dans le cool et le futé. Le titre porte haut les couleurs d'un roots, saupoudré de jazz truffé de gimmicks ludiques. Et sans trop cabotiner. Keep Cool vous prend aux tripes. Marcus Gad incarne un courant musical résolument spirituel, niché entre le roots méditatif et la soul.

3 Hollie Cook - Milk & Honey

Disque tantôt terrassant, tantôt addictif de la trop discrète Anglaise Hollie Cook, du reggae

pas gai. Sombre, mais digne. La chanson est habillée de volutes de cordes effilées, qui lui donnent une gravité, une tension et une ampleur. De la feel-good music. Porté par une pulsation reggae roots et romantique, une voix terriblement sensuelle, et tout autant essemblée, Milk & Honey est fait pour danser avec les jambes en coton, entre extase et grosse dépression.

4 Mo'Kalamity - Evolution

L'artiste dégage ses vibrations jamaïcaines en faisant réson-

ner la note dans un registre reggae roots de belle facture. Mo'Kalamity laisse s'épanouir ses mélodies accrocheuses avec une aisance et un naturel assez alléchant. Avec Evolution, elle nous livre un moment de sérénité contagieuse. ◆

La découverte Viagra Boys – Sentinel Island

On entend plein de choses dans cette complainte frissonnante. La détresse d'un Chet Baker, la mélancolie d'un King Krulle, la rage ivre d'un Tom Waits, la désincarnation sonore de Suicide. Emmené par un suffocant chanteur, ces Suédois fascinent.



Power to X

Le projet de feuille de route prend forme

◆ Des actions visant essentiellement à réduire les coûts tout au long de la chaîne de valeur, mettre en place un cluster industriel marocain et un plan directeur d'infrastructures font partie du projet de feuille de route.

Par M. Diao

Les contraintes du coronavirus (confinement obligatoire, état d'urgence sanitaire, etc.) n'ont pas eu raison de l'agenda de l'implémentation de la technologie Power to X au Maroc. Pour preuve, Aziz Rabbah, ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, a présidé la troisième rencontre de la Commission nationale du Power to X (PtX), qui a enregistré la participation de plusieurs responsables représentant les secteurs public et privé. Rappelons que le Maroc pourrait couvrir entre 2% et 4% de la demande mondiale des technologies PtX, un marché compris entre 100 et 680 milliards d'euros en 2050. D'ailleurs, le ministre de tutelle a rappelé que l'étude préliminaire a conclu que le Royaume peut s'approprier une part importante de la demande mondiale en PtX, eu égard à l'importance de l'infrastructure logistique et du tissu industriel déjà développé. Il ressort également de la même étude que le Maroc peut devenir



La troisième réunion de la Commission nationale du Power to X a été consacrée à la présentation des premiers résultats de l'étude pour l'élaboration de la feuille de route nationale pour les technologies PtX.

un acteur clé et un exportateur de produits des technologies PtX principalement vers l'Europe, en raison notamment de son positionnement géographique, de ses interconnexions énergétiques et de son potentiel important en énergies renouvelables.

Un avenir prometteur
La troisième réunion de la Commission nationale du Power to X, consacrée essentiellement à la présentation des premiers résultats de l'étude pour l'élaboration de la feuille de route

nationale pour les technologies PtX, lancée par le ministère de tutelle et l'Institut de recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (Iresen) avec le soutien de la GIZ-Parema, a mis en exergue les applications pratiques de cette technologie au niveau du Royaume.

Il s'agit de la production de l'hydrogène, le stockage de l'énergie, la mobilité électrique et la production de molécules vertes, notamment l'ammoniac et les carburants synthétiques. «Le projet de feuille de route est élaboré sur la base d'une

analyse fine du potentiel de développement du PtX dans différents secteurs, notamment l'industrie, le transport, le résidentiel, le stockage de l'énergie et les fertilisants phosphatés. Les résultats intermédiaires confirment l'opportunité que représente cette filière pour le Royaume, à travers son impact socioéconomique et environnemental positif», annonce-t-on du côté de l'Iresen.

Une série d'actions

Concrètement, le projet de feuille de route propose des actions visant essentiellement à réduire les coûts tout au long de la chaîne de valeur, à mettre en place un cluster industriel marocain et un plan directeur d'infrastructures.

Le transfert de technologie, le renforcement des capacités et du contenu local, ainsi que la création des conditions idoines pour l'exportation des produits PtX constituent également des axes du projet de feuille de



Le projet de feuille de route est élaboré sur la base d'une analyse fine du potentiel de développement du PtX dans différents secteurs.



route.

Notons enfin qu'à moyen terme, les actions concerneront le développement d'un plan de stockage pour le secteur de l'électricité et la mise en place d'un cadre réglementaire approprié pour l'utilisation du PtX dans les transports. Le développement d'un cadre réglementaire et commercial pour étendre les technologies PtX à la production de la chaleur découle des mesures du long terme. ◆

Deux groupes de travail voient le jour

Au cours de la rencontre, Aziz Rabbah, qui a demandé aux membres de la commission d'accélérer la finalisation de la feuille de route, a recommandé la mise en place de deux groupes de travail. Le premier sera chargé de la déclinaison de la feuille de route en portefeuilles projets concrets, pilotes et de déploiement des technologies PtX.

Le deuxième groupe aura pour mission d'élaborer une approche appropriée pour le développement des exportations de molécules vertes.

Capacités installées

Les énergies renouvelables ont toujours la cote

- ◆ Au cours de l'année dernière, les énergies propres ont représenté près de 72% des ajouts de capacités d'énergies installés dans le monde.
- ◆ La part des renouvelables dans l'ensemble de la capacité énergétique mondiale s'est chiffrée à 34,7% en 2019.



En 2019, la croissance totale des énergies renouvelables a dépassé de 2,6 fois celle des combustibles fossiles.

Le dernier rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) publié récemment montre que les énergies renouvelables ont toujours le vent en poupe à l'échelle mondiale. Pour preuve, en 2019, 176 gigawatts (GW) de capacités d'énergies renouvelables ont été installés. Notons que plus de la moitié (54%) des ajouts de capacités ont été installés en Asie. Au cours de l'année dernière, les énergies propres ont représenté près de trois quarts (72%) des ajouts de capacités d'énergies installés dans le monde. Le constat dressé par l'Irena est plutôt encourageant. Pour cause, en 2019, la croissance totale des énergies renouvelables a dépassé de 2,6 fois celle des combustibles fossiles. L'Agence internationale révèle également

que les énergies solaire et éolienne ont représenté près de 90% de la capacité renouvelable totale. Autre chiffre édifiant, à fin 2019, la capacité des énergies renouvelables dans le monde qui a plus que doublé depuis 2010, a atteint 2.537 gigawatts (GW). La part des renouvelables dans l'ensemble de la capacité énergétique mondiale s'élevait à 34,7%, contre 33,3%



L'année dernière, les énergies solaire et éolienne ont représenté près de 90% de la capacité renouvelable totale.



fin 2018. Par ailleurs, il importe de préciser que l'Afrique et le Moyen-Orient sont les zones qui doivent déployer le plus d'efforts au cours des années à venir puisque les énergies renouvelables ont représenté au moins 70% des nouvelles installations dans toutes les régions du monde en 2019, hormis l'Afrique et le Moyen-Orient, avec des parts respectives de 52% et 26% en termes d'ajouts de capacité. D'après l'Irena, les énergies solaire et éolien produisent respectivement 623 GW et 586 GW. Ce qui représente près de la moitié de la capacité renouvelable mondiale. Notons enfin qu'au cours de l'année dernière, l'hydroélectricité, la bioénergie, l'énergie géothermique et l'énergie marine ont enregistré une croissance relativement timorée à travers le monde. ◆

EN BREF

Cleantech en France

Plus d'1 milliard d'euros investis en 2019



En 10 ans, près de 203 entreprises ont été recensées dans le secteur de l'environnement dans l'Hexagone. Sur une décennie, les start-up de la «cleantech» ont levé près de 5,7 milliards d'euros auprès des sociétés de capital-investissement pour un total de 831 opérations. En 2019 et pour la deuxième année consécutive, la barre du milliard d'euros investis a été franchie dans la branche des cleantech en France. Ce qui traduit une stabilisation élevée de l'investissement dans des projets de plus en plus innovants. Pour rappel, le secteur avait capté un peu plus de 500 millions d'euros en 2015. ◆

Le WWF fait le lien entre la destruction de la nature et la flambée des pandémies

Une nouvelle étude publiée par le Fonds mondial pour la nature (WWF/Suisse) a pointé du doigt la corrélation entre la destruction de la nature et la flambée des pandémies, affirmant que la crise actuelle liée à la pandémie de coronavirus «rend urgente une réflexion approfondie sur les relations entre l'individu et la nature».

Le nouveau rapport du WWF «The loss of nature and rise of pandemics» «met en lumière les liens qui existent entre la destruction des habitats, la diversité des espèces et la dissémination de maladies». «Les changements intervenus dans l'utilisation des ressources, qui entraînent des contacts nettement plus étroits entre faune sauvage, bétail et individus, facilitent la dissémination de maladies, nouvelles souches de bactéries et de virus incluses», fait observer le Fonds dans son nouveau rapport. Pour le WWF, «la déforestation à large échelle et la création d'habitats ouverts favorisent l'apparition des moustiques, porteurs potentiels de la malaria ou de la dengue. Parallèlement, le commerce illégal et incontrôlé d'animaux sauvages crée des opportunités dangereuses de transmission de zoonoses entre l'homme et les animaux». ◆

